

## Chapitre II

### L'Allemagne comme contrepoids ?

### Le rapprochement entre 1909 et 1911, les ambiguïtés allemandes et l'isolement de l'Empire

#### *1. La question de l'influence militaire allemande*

##### *Des généraux ottomans formés « à l'allemande »*

Même si le gouvernement ottoman a pour projet de continuer à s'adresser à l'Allemagne dans le domaine militaire, des voix se sont élevées depuis la révolution pour critiquer la présence d'instructeurs allemands dans l'Empire. L'un des problèmes majeurs concerne la question des salaires payés aux généraux allemands, jugés démesurés par les Jeunes Turcs<sup>1</sup>. Les rapports de l'attaché militaire autrichien à Istanbul au lendemain de la révolution font également état de critiques dans la presse turque, dont une partie demande le départ de la mission militaire allemande. À ce moment, les généraux allemands qui se trouvent encore en Turquie ne sont plus qu'au nombre de quatre.

La poursuite de l'option allemande dans le domaine militaire est essentiellement due aux généraux ottomans qui occupent les postes les plus importants au sein du ministère de la Guerre et de l'état-major après la révolution. Ceux-ci ne sont pas membres du Comité union et progrès, mais partagent avec lui un but commun, celui de défendre la constitution, même s'ils vont devenir au fil des mois de plus en plus méfiants vis-à-vis d'elle<sup>2</sup>. Ces généraux d'une génération antérieure à celle des Jeunes Turcs, tels que Mahmud Şevket pacha, Ahmed İzzet pacha<sup>3</sup>, Ali Rıza pacha, Pertev pacha<sup>4</sup>, Muhtar pacha ou encore Salih pacha<sup>5</sup> pour ne

---

<sup>1</sup> Voir Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, op. cit., p. 91 et suivantes.

<sup>2</sup> Voir par exemple un rapport de Jules Cambon, ambassadeur de France à Berlin, au ministre des Affaires étrangères, citant Osman Nizami : « Il ne faut pas trop attendre de notre parlement : il est en Turquie comme de la Prusse en 1862, où, si le parlement avait été écouté, jamais l'Allemagne ne se serait faite ; mais ce sont des choses qui ne peuvent point se dire publiquement. ». Cambon poursuit : « J'ai reconnu à ce langage que décidément Nizami Pacha était des amis de Mahmoud Cheket Pacha, et qu'il dépendrait de circonstances plus ou moins prochaines que les apparences constitutionnelles que la Jeune Turquie a prises aux yeux de l'Europe soient ou non dissipées ». In : *Documents diplomatiques français*, Tome XII, 7.09.1910, p. 886. En 1862, Bismarck avait levé les impôts destinés à l'armement malgré l'opposition de la Chambre.

<sup>3</sup> Ahmed İzzet Pacha a été formé par von der Goltz puis envoyé en Allemagne. Il est chef de l'état-major entre 1908 et 1911. Après la Première Guerre mondiale, il publiera ses souvenirs, traduits en allemand par le publiciste Karl Klinghardt.

citer que les plus connus, ont été formés en Allemagne ou ont été proches de von der Goltz lorsque celui-ci était instructeur dans les années 1880. Les contacts privilégiés qu'ils entretiennent avec l'Allemagne font qu'ils s'adressent en priorité à elle pour la réforme de l'armée ou pour la formation des jeunes officiers.

Ainsi, c'est le chef de l'état-major Ahmed İzzet pacha qui prend position pour que le général von der Goltz revienne dans l'Empire ottoman, une décision qui à l'en croire ne fait pas l'unanimité :

« Je demandai le retour de von der Goltz pacha ; notre gouvernement ne put se résoudre à en faire la demande officielle qu'après que j'eus remis trois rapports à ce propos au ministère de la Guerre. Son excellence von der Goltz est revenue deux fois en Turquie, mais à chaque fois pour des missions temporaires. Je suis désolé de devoir ajouter que quelques conflits, qui n'avaient en réalité pas de raison d'être, ont eu lieu entre lui et moi à cause d'intrigues mal intentionnées<sup>6</sup>. »

Ahmed İzzet pacha a aussi été à l'origine de la nomination d'Enver comme attaché militaire à Berlin<sup>7</sup>. Sur ce point, il faut noter qu'Enver, même s'il est connu parmi les Ottomans comme l'un des « héros de la liberté », ne fait pas à cette date partie des dirigeants.

Les remarques de Marschall, dans un document daté du 28 novembre 1908 et annoté « très secret » sont à ce titre instructives :

« Le chef de l'état-major İzzet pacha, qui a servi en Allemagne et qui a conservé une orientation pro-allemande, me demande si je pense que le commandant Enver bey pourrait être autorisé à occuper le poste d'attaché militaire laissé vacant à Berlin. Il s'agit de l'Enver bey que l'on connaît, qui a initié la révolution de juillet avec le commandant Niyazi bey<sup>8</sup>. Il a la réputation d'être un officier très compétent, qui s'est fait plusieurs fois remarquer personnellement (...). İzzet pacha souhaite d'abord connaître mon opinion personnelle. Je ne peux pas la donner sans instructions. Je ne suis pas en mesure de juger si la participation d'Enver aux événements qui à l'époque ont été perçus comme une mutinerie, pose des problèmes du point de vue militaire. Sur le plan politique, la nomination d'Enver bey, qui, plus encore que Niyazi, apparaît comme un héros national et en ce sens possède une grande influence, pourrait peut-être avoir des conséquences positives en ce qu'il apprendrait à connaître la situation de l'Allemagne et ainsi pourrait lever un certain nombre de préjugés que les Jeunes Turcs ont contre nous. Le Palais ne s'y opposerait pas (...). La demande d'İzzet pacha provient en tous les cas, d'après ce que je sais de son orientation, des intentions les meilleures. »

Le 29 février 1909, l'attaché militaire von Stempel précise encore :

<sup>4</sup> Pertev Pacha (Demirhan) a été aide de camp de von der Goltz puis est allé en Allemagne entre 1894 et 1898.

<sup>5</sup> Salih Pacha devient ministre de la Guerre en mai 1909.

<sup>6</sup> İzzet, Ahmet, *Denkwürdigkeiten des Marschalls İzzet Pascha*, Leipzig 1927, p. 163.

<sup>7</sup> Enver deviendra Ministre de la Guerre en 1914 et jouera, comme nous le verrons, un rôle essentiel dans l'alliance de l'Empire ottoman avec l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale.

<sup>8</sup> Niyazi connaîtra un autre destin qu'Enver : il sera assassiné en 1912 par des Albanais.

« Le nouvel attaché militaire turc, le commandant Enver bey, a été à l'école d'État-major d'ici en tant qu'officier d'infanterie de 1899 à 1902, et en est sorti deuxième de sa promotion. Les noms d'Enver et de Niyazi sont devenus au cours de la révolution les plus connus, non pas parce qu'ils en étaient les chefs principaux, mais parce que les chefs principaux ont réussi jusqu'à aujourd'hui à laisser leurs noms dans l'obscurité (...). Plus tard, Enver est apparu au premier plan politique parce que le peuple ne savait pas vers qui se tourner. Enver n'a pas joué de rôle majeur dans la révolution, particulièrement dans sa préparation. On l'a fait héros national faute de mieux, ce qui, avec son caractère simple, suffisamment intelligent et encore un peu enfantin, menaçait de lui tourner la tête. (...) Le Général von Dittfurth pacha porte un jugement favorable sur son ancien élève. C'est le chef de l'État-major İzzet pacha, qui est particulièrement pro-allemand, qui a eu l'idée d'envoyer Enver à Berlin. Il y voit un avantage particulier pour l'ambassade turque à Berlin et son souhait d'avoir des relations encore plus étroites entre les deux armées ».

Pour notre sujet, la nomination en 1909 d'Enver comme attaché militaire à Berlin montre avant tout la continuité de l'option allemande prise par le gouvernement ottoman. Ainsi que le montre le rapport de Strempele, cette nomination a pu être aussi une manière d'éloigner le jeune officier ambitieux<sup>9</sup>, tout en le plaçant à un poste important. Pour l'heure, elle a un certain retentissement, comme le montrent les réactions françaises. Ainsi, l'ambassadeur de France à Constantinople prend soin de noter<sup>10</sup> : « On m'a rapporté hier qu'Enver Bey, 'un des libérateurs', membre influent du Comité, a annoncé à ses convives qu'il s'était fait nommer attaché militaire à Berlin, déclarant : 'C'est le poste le plus intéressant que je puisse avoir, et il le sera d'autant plus que le gouvernement ottoman a l'intention d'envoyer nombre de nos camarades faire des stages dans l'armée allemande' ». L'ambassadeur poursuit : « (...) l'Allemagne n'a pas perdu pied ici. Presque tous les officiers qui s'occupent des fournitures de l'armée ont fait leur stage dans ce pays et ne l'ont pas oublié. Les récentes commandes de matériel militaire en font foi ».

Sur ce point, le ministre français des Affaires étrangères et l'ambassadeur français à Constantinople ont d'ailleurs fin janvier un échange épistolaire tendu ; le premier, après avoir constaté les derniers succès allemands, reprochant au second de n'avoir pas su profiter d'une situation *a priori* plus favorable à la France, et d'avoir laissé Marschall von Bieberstein développer les intérêts de son pays. Piqué au vif, l'ambassadeur français Ernest Constans répond :

« (...) Quant à l'ambassadeur d'Allemagne dont Votre Excellence veut bien aussi m'entretenir, il ne paraît pas faire le moindre effort en vue d'obtenir des résultats (...) pour son pays. Le Baron Marschall fait peu de démarches ; je le rencontre quelquefois à la Porte où il fait de très courtes visites à Kâmil pacha. Il voit souvent le Ministre des Af-

<sup>9</sup> Sur ce point, voir Zürcher, Jan Erik, *The Unionist Factor*, op. cit., p. 51. Zürcher souligne que les officiers jeunes-turcs les plus actifs au moment de la révolution ont été envoyés comme attachés militaires dans les principales capitales européennes : Hafiz Hakkı à Vienne, Enver en Allemagne, Ali Fuat (Cebesoy) à Rome et Ali Fethi (Okyar) à Paris.

<sup>10</sup> AMAE, Turquie, Politique étrangère, Relations avec les Puissances, n°179, note du 17.12.1908.

fares étrangères dans son domicile privé voisin de l'ambassade. Mais mon collègue n'ignore pas que Tevfik pacha<sup>11</sup> n'a aucune espèce d'action dans le gouvernement, dont il ne fera plus partie dans peu de temps, suivant les désirs du CUP. Il sait, car le gouvernement turc ne le cache à personne, que pour la question de l'armement, c'est toujours à l'Allemagne que les commandes seront adressées, et il se réserve probablement pour le jour où l'affaire de Bagdad sera remise en question. Tous les officiers supérieurs de l'armée turque (...) ont servi longtemps dans l'armée allemande ; et Enver bey me disait mercredi soir qu'il regrettait fort de ne pas aller à Paris, mais que Berlin était la grande école de guerre, qu'il y trouverait de nombreux officiers turcs servant dans l'ambassade, et que c'est pour ce motif qu'il avait renoncé à demander le poste de Paris qui à tous les autres points de vue lui aurait plu. (...) Je me permets de faire remarquer à Votre Excellence que nous ne pouvons pas compter, et que les Anglais ne le peuvent pas plus que nous, lutter avec les Allemands au point de vue des fournitures d'armes. Sur ce point, l'opinion du gouvernement constitutionnel est aussi ferme que la volonté de celui qui l'a précédé (...). Je ne pense pas que Votre Excellence puisse s'étonner que les Ottomans se soient adressés aux Anglais pour la marine et pour la guerre aux Allemands, avec qui ils traitent exclusivement depuis plus de 30 ans. (...) Ce n'est donc qu'au point de vue financier, à celui de l'instruction publique et à celui des travaux publics que nous pouvons compter qu'on s'adresserait à nous. (...)»<sup>12</sup>.

### *L'insurrection de 1909 et le rôle de Mahmud Şevket pacha*

Au début de l'année 1909, le nouveau régime doit faire face à une opposition grandissante, de la part du parti d'opposition libéral qui s'est constitué en septembre 1908, mais aussi de certains milieux religieux<sup>13</sup>. Depuis la révolution de 1908, l'insatisfaction grandit parmi ceux qui bénéficiaient d'un traitement particulier sous Abdülhamid, à commencer par les espions du sultan, mais aussi un grand nombre de fonctionnaires de tout rang. Dans l'armée, les officiers sortis des écoles militaires ont pris le dessus sur les officiers non diplômés, qui étaient favorisés par l'ancien régime. Les troupes elles-mêmes sont insatisfaites des changements imposés par les nouveaux officiers, qui ont pour but de moderniser l'armée et qui, entre autres, suppriment les pauses accordées pour la prière pendant les exercices. Les *ulema* sont également inquiets du programme du Comité. Enfin, l'opposition libérale se fait de plus en plus violente. Elle semble d'ailleurs être à l'origine de l'insurrection qui se déroule dans la nuit du 12 au 13 avril, durant laquelle des soldats de la garde impériale se rebellent contre leurs officiers et sont

<sup>11</sup> Ahmed Tevfik Pacha, diplomate de longue date et homme de confiance d'Abdülhamid II, a été ambassadeur en Allemagne. Il sera nommé grand vizir lors de l'insurrection d'avril 1909, puis ambassadeur à Londres jusqu'en 1914.

<sup>12</sup> AMAE, PA - 40 - Constans, ambassade à Constantinople, 1899 -1909, note du 31.01.1909.

<sup>13</sup> Voir Zürcher, Erik J., « The Ides of April. A fundamentalist Uprising in Istanbul in 1909 ? ». In : Dijk, C. van ; Groot, A.H. de (éd.), *State and Islam*, Leyde, Research School CNWS, 1995, pp. 64 - 76. Zürcher montre clairement que l'insurrection n'est pas le fruit d'un mouvement réactionnaire islamique, ainsi que les Unionistes puis les Kémalistes l'ont affirmé pour mieux asseoir leur pouvoir.

rejoins par des religieux<sup>14</sup>. Les insurgés réclament notamment le rétablissement de la loi religieuse, la démission du grand vizir et du ministre de la Guerre, ainsi que le départ d'un certain nombre d'officiers unionistes et du président de la Chambre des députés Ahmed Rıza. Cédant aux demandes des rebelles, Hüseyin Hilmi pacha est remplacé par l'homme de confiance du sultan Tevfik pacha. Au même moment, la capitale ottomane est mise à sac, les journaux unionistes doivent suspendre leur publication, et les Jeunes Turcs se cachent ou fuient Istanbul. Les leaders du parti libéral essaient de s'emparer du vide laissé par les députés unionistes et s'efforcent de faire en sorte que l'insurrection ne devienne pas réactionnaire et anticonstitutionnelle<sup>15</sup>. Si le CUP est démis dans la capitale, il a toutefois gardé ses bases dans les provinces, et notamment en Macédoine, où des unités de la Première et de la Deuxième armée se regroupent pour marcher sur Istanbul. « L'Armée d'action », ou « *Hareket Ordusu* », commandée par le général Mahmut Şevket pacha, occupe la ville le 24 avril, sans rencontrer beaucoup de résistance. Des rebelles sont exécutés, tandis que les leaders du Parti libéral sont laissés libres sous la pression de la Grande-Bretagne. La déposition d'Abdülhamid II, remplacé par son frère cadet Mehmed V Reşad le 27 avril, représente la conséquence la plus spectaculaire de cet événement<sup>16</sup>.

Pour les autorités allemandes, après le début de l'insurrection, la situation est délicate : doivent-elles soutenir l'opposition libérale ou prendre parti pour les unionistes ? Par le biais de l'*Osmanscher Lloyd*, elles s'efforcent de rester neutres<sup>17</sup>. À l'inverse, la Grande-Bretagne n'hésite pas à critiquer les unionistes et à faire savoir qu'elle soutient les insurgés.

La contre-révolution d'avril 1909 a pour conséquence que des généraux se retrouvent dans la sphère politique. Mais l'armée préfère laisser les civils gouverner, en gardant toutefois le droit de veto<sup>18</sup>. Quant au CUP, il a besoin de temps pour se réorganiser. En ce sens, Hüseyin Hilmi pacha est à nouveau nommé grand vizir en mai 1909.

Depuis les événements d'avril 1909, le général Mahmud Şevket pacha est devenu incontournable pour les Jeunes Turcs qui ont besoin de l'armée pour se réorganiser. Après l'écrasement de la contre-révolution, il est nommé en mai 1909 inspecteur général des trois premiers corps d'armée. Ce poste n'existait pas auparavant et semble avoir été créé pour la situation d'alors, lui conférant un pouvoir au-dessus des parties<sup>19</sup>. Tout en étant purement militaire, il place en effet Mahmud Şevket pacha en dehors de l'autorité du ministère de la Guerre et du gouver-

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 73.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 69. Pour une autre interprétation des faits voir : Kansu, Aykut, *Politics in post-revolutionary Turkey*, op. cit., p. 77 et suivantes.

<sup>16</sup> Voir Georgeon, François, *Abdülhamid II*, op. cit., p. 417 et suivantes.

<sup>17</sup> Farah, Irmgard, *Die deutsche Presspolitik*, op. cit., p. 129.

<sup>18</sup> Ahmad, Feroz, *The Young Turks*, op. cit., p. 47.

<sup>19</sup> *Ibid.*

nement, tant que la loi martiale est appliquée. Elle va rester en vigueur jusqu'en mars 1911.

Le parcours de Mahmud Şevket pacha est intéressant à plus d'un titre. Formé dans les années 1870 – 1880 à Istanbul à l'École impériale de science militaire et à l'École d'état-major, il a été envoyé quelques temps en Crète puis chargé d'enseigner l'usage des armes et la théorie du tir à l'École militaire. C'est là qu'il a rencontré von der Goltz, alors instructeur, dont il s'est fait rapidement remarquer :

« Cet officier, plus grand que la moyenne, mince, au visage sérieux et bruni, au regard pénétrant et au caractère constamment calme, avait la réputation parmi ses congénères d'être l'un de ceux avec lesquels on ne peut rivaliser sur l'intelligence, la force de travail et la persévérance. Il était considéré par tous comme une exception, si réservé qu'il était (...)»<sup>20</sup>.

Von der Goltz se montre d'autant plus admiratif de Mahmud Şevket que celui-ci, chargé d'enseigner à l'école, ne se trouvait pas sous les ordres du général allemand et travaillait donc volontairement pour lui. Les deux hommes étaient également membres de la commission chargée de décider du modèle de fusil pour équiper l'infanterie ottomane. Goltz, dans son article consacré au général ottoman, raconte comment Mahmud Şevket a pris parti pour la marque Mauser et a réussi à imposer ce choix alors que le sultan semblait pencher pour la marque française Schneider-Creusot. Peu de temps après, en 1886, Mahmud Şevket pacha a été nommé à la commission d'inspection militaire pour les armements en Allemagne, à Oberndorf-am-Neckar, où il est resté près de dix ans<sup>21</sup>. De retour dans l'Empire ottoman, il a travaillé à la commission d'inspection à Tophane.

Au moment de la révolution, Mahmud Şevket pacha se trouve en Macédoine, d'où part la révolte de l'armée. Il est gouverneur du Kosovo depuis 1905, et occupe donc un poste important pour les Jeunes Turcs. Dans cette perspective il reçoit, quelques jours avant la révolution, une lettre anonyme lui demandant s'il accepte de rejoindre le mouvement jeune-turc<sup>22</sup>. Sa réponse, que nous ne connaissons pas, semble satisfaire les Jeunes Turcs, qui le laissent en paix. Après la proclamation de la constitution, Mahmud Şevket pacha assume la sécurité de la ville d'Üsküb (Skopje) avec des officiers jeunes-turcs. Ainsi, même s'il ne participe pas directement au mouvement, il permet son bon déroulement.

Il est possible de se faire une idée de la façon dont le général ottoman a appréhendé la révolution jeune-turque à la lecture d'une lettre qu'il envoie le 27 juillet 1908 à von der Goltz<sup>23</sup>. Il y souligne que bien que le peuple ottoman ne soit pas encore prêt à être dirigé par une constitution, le régime constitutionnel s'avère ce-

<sup>20</sup> Goltz, Colmar von der, « Erinnerungen an Mahmud Schewket Pascha ». In : *Deutsche Rundschau*, vol. CLVII (1913) (1), pp. 32 – 46, ici p. 32.

<sup>21</sup> Malheureusement, on ne connaît pratiquement rien de ces années.

<sup>22</sup> Swanson, Glen W., *Mahmud Şevket Pasa and the Defense of the Ottoman Empire*, op. cit., p. 41.

<sup>23</sup> La lettre est citée par von der Goltz in : « Erinnerungen an Mahmud Schewket Pascha », op. cit., p. 39.

pendant plus indiqué que l'ancien régime pour sauver le pays. Il reconnaît que la participation de l'armée à un événement politique est critiquable, mais la justifie par le fait que le peuple seul n'aurait pas réussi à « empêcher l'intervention probable des puissances étrangères et à sauver la Turquie du danger d'un partage ». Pour cette raison, il juge indispensable que l'armée ait prit l'initiative. Toutefois, il estime nécessaire qu'elle se tienne désormais à l'écart de la politique. Toujours selon von der Goltz, Mahmud Şevket aurait terminé sa lettre de la manière suivante :

« Non seulement l'armée turque, mais aussi tout le peuple ottoman se trouve aujourd'hui dans les mains de la jeunesse. Ils vont tous deux bientôt montrer au monde entier leurs forces. Espérons que la future Triple Alliance sera une alliance entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie ; mais il ne faut pas en parler !<sup>24</sup> ».

Von der Goltz commente :

« Cela était précipité. D'après ce que je sais, il n'y a jamais eu de négociations sérieuses à ce propos. Mais qui blâmera un homme aussi sérieux et aussi réaliste que Mahmud Şevket d'avoir en cet instant d'enthousiasme général laissé libre cours aux émotions de son cœur patriotique et de s'être laissé aller à un beau rêve d'avenir. D'autres déclarations faites par Mahmud Şevket plus tard me font conclure qu'il rêvait de la mise en place d'une union en Europe centrale à laquelle le nouvel État ottoman aurait pris part. Il s'agissait de la même conception que notre grand mais peu connu économiste national Friedrich List, le pionnier de l'union douanière, avait recommandée à ses compatriotes dès la première moitié du siècle passé. »

Ainsi que nous le verrons au cours de ce travail, Mahmud Şevket pacha est et restera partisan de relations étroites entre l'Empire ottoman et l'Allemagne. Il se peut qu'il l'ait déclaré à plusieurs reprises à von der Goltz. Qu'il ait vraiment rêvé d'une *Mitteleuropa* à laquelle l'Empire ottoman aurait pris part reste plus incertain. Il ne faut pas oublier que von der Goltz écrit ces lignes en 1913, à une époque où la perspective d'une guerre mondiale est envisagée par les milieux militaires. En ce sens, l'article de von der Goltz est autant une mise en valeur de l'alliance des puissances centrales qu'un hommage au général ottoman.

Pour l'heure, Mahmud Şevket pacha ne s'est pas opposé au mouvement jeune-turc et même l'a protégé. En conséquence, il est nommé en août 1908 commandant de la Troisième Armée et en novembre inspecteur général des trois provinces européennes.

Après les événements d'avril 1909, von der Goltz a l'occasion de s'entretenir avec Mahmud Şevket sur la situation de l'Empire et lui pose la question de sa position par rapport au Comité union et progrès. Mahmud Şevket pacha aurait répondu :

« Je pense être plus fort que le comité, mais un combat entre nous serait un malheur pour le pays. Il encouragerait la haine et la division, et nous avons besoin avant tout de calme (...). De plus, le comité me rend des services et en rend aussi au gouvernement. Si

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 41.



nous disposions d'un grand parti sur lequel nous puissions nous appuyer, nous nous passerions du comité. Mais il n'en existe pas encore (...). Pour le moment, son existence est une nécessité<sup>25</sup>. »

Par ailleurs, toujours selon von der Goltz, Mahmud Şevket pacha rejette l'idée d'une dictature militaire. Toutefois, il maintient l'état de siège car il estime que le « débridement » (*Zügellosigkeit*) règne dans la presse et parmi la population et que la liberté se confond avec l'insubordination. Selon lui, la loi sur la presse est bien trop libérale, plus encore que la loi française. Quant à la constitution, il critique le fait que la dissolution de la chambre est presque impossible et qu'en ce sens, « le despotisme d'un seul homme, le sultan, est remplacé par le despotisme de 270 hommes à la chambre ».

Formé à l'allemande, en contact étroit avec von der Goltz jusqu'à sa mort, Mahmud Şevket pacha est en tous les cas persuadé de la nécessité de continuer à faire appel à des officiers allemands pour la réorganisation de l'armée. S'il n'a pas été à l'origine du rappel de von der Goltz, sa nouvelle position l'a sans nul doute facilité.

Dans cette perspective, sa nomination au ministère de la Guerre au début de l'année 1910 sera très bien accueillie par les autorités allemandes. Ainsi, l'attaché militaire allemand à Istanbul écrira à la *Wilhelmstrasse* que l'accession de Mahmud Şevket pacha à ce poste « est, pour la réorganisation de l'armée, plus favorable que jamais<sup>26</sup> ». En janvier 1910, Mahmud Şevket Pacha déclarera au *Levant Herald* qu'il est logique pour l'Empire ottoman de s'adresser à l'Allemagne pour les questions militaires, précisant que Moltke a posé les fondements de la création de l'armée territoriale. Le général ajoutera toutefois que la réorganisation de la marine a été confiée à un amiral anglais<sup>27</sup>.

### *von der Goltz et la révolution jeune-turque*

Après la révolution jeune-turque, von der Goltz continue à entretenir des contacts étroits avec un certain nombre de généraux<sup>28</sup>. Avec l'officier Pertev pacha, pour lequel il endosse un rôle presque paternel<sup>29</sup>, il entretient depuis les années 1890

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> Lepsius, Johannes, et al. (Éd.), *Die grosse Politik der Europäischen Kabinette 1871-1914: Sammlung der diplomatischen Akten des Auswärtigen Amtes*, im Auftrage des Auswärtigen Amtes hg. von Johannes Lepsius et al., Berlin, Deutsche Verlagsgesellschaft für Politik und Geschichte, 1922-1927, vol. 26 -39, ici vol. 27, 25.01.1910, p. 282.

<sup>27</sup> Farah, Irmgard, *Die deutsche Pressepolitik, op. cit.*, p. 166.

<sup>28</sup> Nous avons pu consulter, aux Archives militaires de Fribourg-en-Brisgau, le *Nachlass Goltz*, qui contient les lettres de Goltz envoyées aux officiers ottomans, mais malheureusement pas leurs réponses.

<sup>29</sup> Pertev pacha a écrit un ouvrage à la mémoire de von der Goltz : Demirhan, Pertev, *General-feldmarschall Colmar Freiherr von der Goltz. Das Lebensbild eines grossen Soldaten*, Göttingen, Göttinger Verlag, 1960.



une correspondance soutenue. Il lui prodigue des conseils militaires mais aussi privés, s'engage personnellement pour sa nomination comme ambassadeur à Tokyo<sup>30</sup>, l'accueille chez lui lorsqu'il se rend en Allemagne et lui rend visite à Istanbul<sup>31</sup>. Von der Goltz entretiendra également une correspondance avec Enver.

Le général allemand se tient donc au courant, mois après mois, de l'évolution de l'Empire. Militaire au service de l'Allemagne, il s'efforce de faire profiter la *Wilhelmstrasse* de ses connaissances de la situation interne de l'Empire tout en continuant d'obtenir des commandes d'armes pour les usines d'armement allemandes. S'il s'engage également régulièrement dans la presse, parfois à la demande de Mahmud Şevket pacha, en écrivant des articles dans *l'Osmanscher Lloyd* et dans la *Neue Freie Presse* pour expliquer la situation de l'Empire ottoman et prendre parti pour lui, il ne le fait évidemment qu'avec l'accord des autorités allemandes. Von der Goltz est aussi président de la *Deutsch-Asiatische Gesellschaft* depuis 1900 et en contact avec les personnalités allemandes qui militent pour une politique plus intensive de l'Allemagne en Turquie.

Les lettres de von der Goltz permettent de connaître ses réactions immédiates aux événements de juillet. Le 5 août 1908, il écrit à Pertev pacha qu'il estime que si l'armée retourne à la discipline, le résultat de cette crise sera le renforcement de l'Empire ottoman, voire « sa renaissance totale<sup>32</sup> ». Il exprime ainsi ce que les généraux ottomans qu'il a connus pensent aussi, à savoir que le changement de régime peut être bon pour l'armée et pour l'État ottoman. Plus encore, on retrouve dans ses propos la thématique chère aux unionistes de la révolution comme renaissance de l'Empire, rendue possible par l'armée.

À propos des personnalités militaires qui entrent en scène après la révolution, il écrit à Pertev pacha<sup>33</sup> le 23 août 1908, à la suite du décès du ministre de la Guerre Recep pacha, qu'il aurait vu comme remplaçant Mahmud Şevket pacha. Ayant toutefois entendu qu'Ali Rıza pacha avait déjà été nommé, il ajoute :

« Je l'estime beaucoup lui aussi, mais je l'aurais plutôt vu comme commandant que comme ministre de la Guerre. (...). Il est, pour autant que je le connais, d'une nature fraîche, il pense finement et est très doué sur le plan militaire. Comme vous le savez, il connaît bien l'armée prussienne car il a servi au régiment Elisabeth dans l'état-major. »

Von der Goltz conclut : « (...) Je voudrais juste vous mettre en garde contre la précipitation et le fait de débiter trop de réformes d'un coup. Le renvoi massif

<sup>30</sup> Archives militaires de Fribourg-en-Brisgau, *Nachlass Goltz*, lettre du 8.02.1911. Pertev était très intéressé par ce poste, mais finalement aucun ambassadeur n'est envoyé au Japon. Sur l'intérêt de Pertev pour le Japon, voir Akmeşe, Handan Nezir, *The Birth of Modern Turkey*, *op. cit.*, pp. 72-79.

<sup>31</sup> Von der Goltz ne reviendra officiellement qu'en 1914, mais il lui arrivera de séjourner à titre privé à Istanbul avant cette date.

<sup>32</sup> Archives militaires de Fribourg-en-Brisgau, *Nachlass Goltz*.

<sup>33</sup> Pertev Pacha est alors sous-secrétaire d'État au ministère de la Guerre.

d'officiers et de fonctionnaires (...) est certes nécessaire et bon. Mais sur ce point aussi on devrait se laisser du temps et procéder avec soin (...)»<sup>34</sup>.

Le 7 octobre 1908, alors que Pertev pacha est désormais général de division et chef de l'État-major de la 3<sup>ème</sup> armée, von der Goltz lui fait part de son avis sur la déclaration par la Bulgarie de son indépendance et sur l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie, contre lesquelles il estime qu'une intervention militaire n'est pas nécessaire. Selon lui, il ne s'agit que d'une question de prestige qui aurait été importante pour l'ancien régime mais qui désormais ne l'est plus, « la nouvelle Turquie ayant autre chose à faire ». En effet, comme on l'a vu, von der Goltz estime que les provinces balkaniques ne sont pas essentielles pour l'Empire ottoman, qui doit se concentrer sur le renforcement de son armée et de sa flotte. À cela il ajoute : « Si la Turquie devient un jour assez forte pour réclamer l'Égypte et pouvoir placer toute l'Arabie sous son sceptre, alors cela compensera largement les pertes qu'elle a subies ces derniers temps ». Von der Goltz précise qu'il est cependant d'avis que tôt ou tard aura lieu un conflit militaire avec la Bulgarie. « Mais, conclut-il, c'est à la Turquie de choisir le moment »<sup>35</sup>.

Ainsi, la révolution est d'abord saluée par le général prussien comme une possibilité de renouveau, de régénération pour l'Empire ottoman, grâce à l'armée. Fidèle à sa conception d'ensemble, il continue de souligner l'importance des provinces arabes. À ce moment, cette approche n'est pas à l'ordre du jour chez les unionistes, pour lesquels les provinces européennes continuent de revêtir une signification symbolique indéniable. Quelques années plus tard cependant, après la guerre des Balkans, certains se référeront à la conception « goltzienne » de l'Empire<sup>36</sup>.

### *La mission du général allemand*

Pour l'heure, en mai 1909, le gouvernement ottoman, dans une note transmise par Osman Nizami pacha, demande à ce que von der Goltz vienne d'abord quatre mois par an pour la réorganisation de l'armée.

En fait, depuis septembre 1908 déjà il est question du retour de von der Goltz<sup>37</sup>. Cependant, certains unionistes ayant critiqué les instructeurs allemands, Osman Nizami pacha a proposé pour rassurer le nouveau régime d'initier une discussion dans la presse allemande sur la question des missions militaires allemandes dans

<sup>34</sup> Archives militaires de Fribourg-en-Brisgau, *Nachlass Goltz*. Von der Goltz reprend souvent les idées de Mahmud Şevket Pacha.

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> Voir par exemple la brochure du député Cami [Baykut], *Osmanlı'nın Âtisi : Düşmanları ve Dostları* [Le futur ottoman : ses ennemis et ses amis], 1915 (ouvrage écrit en 1913). Mentionné in : Aksakal, Mustafa, « Not 'by those old books of international law, but only by war' : Ottoman Intellectuals on the Eve of the Great War ». In : *Diplomacy and Statecraft* 15 (3), 2004, pp. 507 – 544, ici pp. 526 – 527.

<sup>37</sup> Voir Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärbhilfe*, op. cit., p. 96. D'après ce dernier, la demande avait été formulée par le Haut conseil de guerre mais refusée par les Jeunes Turcs.

l'Empire ottoman, en orientant le débat sur la formation allemande des officiers turcs qui désormais allaient être à même d'assumer eux-mêmes la réorganisation de l'armée. L'attaché militaire allemand s'est alors adressé à von der Goltz, qui a approuvé l'idée et confirmé le fait que les jeunes officiers avaient l'impression qu'ils n'avaient plus besoin des réformateurs allemands, et qu'ils n'étaient pas prêts à reconnaître l'autorité de généraux allemands qu'ils associaient à l'ancien régime. En ce sens, von der Goltz a estimé qu'il était profitable de remplacer ces généraux par de jeunes officiers allemands prêts à soutenir le travail de réformes des jeunes officiers ottomans formés à l'allemande ou à l'européenne, ce que le Kaiser a refusé.

Deux jours avant le début de la contre-révolution à Istanbul, le 11 avril 1909, l'attaché militaire allemand Strempel, après avoir informé la *Wilhelmstrasse* que le gouvernement ottoman avait l'intention de demander la permission d'engager 12 à 16 officiers, a proposé de répondre que cela ne valait la peine que si un général prussien était nommé à la tête de cette mission, et que ce général pouvait être von der Goltz, dont, a-t-il précisé, le retour est réclamé par un certain nombre d'officiers turcs<sup>38</sup>. Pour Strempel, les officiers à la tête de l'armée étant pro-allemands, l'Allemagne se trouve dans la période la plus favorable pour renforcer son influence militaire.

C'est en mai 1909 que les autorités ottomanes demandent aux autorités allemandes le retour de von der Goltz et que celles-ci acceptent, estimant qu'un refus « irriterait profondément la Porte et la pousserait directement dans les bras des autres puissances<sup>39</sup> ». Au sujet de l'organisation de la nouvelle mission militaire, Goltz reprend avec les autorités turques l'idée de nommer un général allemand à la tête de la mission. Celles-ci, tout d'abord, donnent leur accord et se décident pour le général von Freytag-Loringhoven<sup>40</sup>. Cependant, quelques jours plus tard, Mahmud Şevket pacha informe von der Goltz que le projet a été fortement critiqué – vraisemblablement par le Comité – et qu'il faut donc renoncer à créer une institution centrale pour la mission<sup>41</sup>. À propos de son propre statut, von der Goltz est d'avis qu'il serait plus approprié de le faire venir en tant que conseiller plutôt que de le faire nommer dans l'armée ottomane. Il estime que cette solution lui permettrait de pouvoir se retirer aussitôt si la situation se modifiait. De plus, elle a pour avantage qu'elle apparaîtra inoffensive pour les autres puissances.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 97.

<sup>39</sup> *Die grosse Politik der europäischen Kabinette, op. cit.*, vol. 27, Aufzeichnung des Untersekretärs im Auswärtigen Amt Sternich, 17.05.1909, p. 277.

<sup>40</sup> Voir Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe, op. cit.*, p. 100. Selon l'auteur, Freytag-Loringhoven était connu dans le milieu de l'armée en particulier pour ses écrits militaires. Ahmed İzzet met en valeur dans ses mémoires que les œuvres de Freytag-Loringhoven « étaient très appréciées dans notre armée » et que son nouveau livre *Die napoleonische Kriegsführung* avait tout suite été en possession de plusieurs officiers d'état-major. Ahmed İzzet, *Denkwürdigkeiten, op. cit.*, p. 167.

<sup>41</sup> Cette question se posera à nouveau au moment de la mission militaire de 1913, comme nous le verrons dans la suite de ce travail.

L'arrivée de von der Goltz à Istanbul le 12 juillet 1909 est saluée par l'ensemble de la presse. Pertev pacha publie à cette occasion un article dans *l'Osmanischer Lloyd*, repris par plusieurs journaux.

Dans l'immédiat, le général allemand veut commencer par observer et analyser la situation, afin de pouvoir se faire une idée de la durée, de la manière et du contenu de sa future mission. Son jugement est sévère, notamment sur les activités du Comité union et progrès. Il est choqué, en particulier, par le fait que des jeunes officiers donnent des ordres à des généraux, et relève qu'il est impossible de briser la domination illégale du Comité, qui s'appuie sur les troupes. « En fait, un nouveau despotisme remplace l'ancien », note-t-il dans son carnet de bord<sup>42</sup>. Il remarque aussi que les conditions sont les mêmes que sous Abdülhamid II, que le nombre de commissions n'a pas changé et qu'elles restent toujours aussi inactives, et critique en particulier le fait que les affaires secrètes sont traitées dans des séances ouvertes où chacun a droit d'entrée. Par ailleurs, il note que les caisses de l'État sont vides. Cependant, il observe que le peuple turc a retrouvé un certain espoir en un avenir meilleur et pense pouvoir compter sur la volonté de certains officiers et fonctionnaires : « L'ancien pessimisme, lié à la peur d'agir, avait laissé la place au désir de faire quelque chose. À partir de là, on pouvait donc construire quelque chose<sup>43</sup> ».

Von der Goltz et ses anciens élèves Mahmud Şevket pacha, Salih pacha et Ahmed İzzet pacha mettent d'abord en place un plan concernant les domaines à réorganiser et la formation des troupes<sup>44</sup>. D'après les sources françaises, von der Goltz aurait essayé dès son arrivée d'intervenir auprès du Président de la Chambre dans diverses affaires, entre autres pour le maintien au pouvoir de certains membres du gouvernement. Ahmed Rıza aurait alors fait insérer dans les journaux une note « déclarant qu'il était inexact que le général s'occupât de politique ; que ce dernier avait l'esprit trop militaire et qu'il était trop convaincu de ses devoirs envers le gouvernement ottoman pour songer à d'autres conseils que des avis professionnels. Cette leçon indirecte aurait d'ailleurs eu un résultat immédiat. Von der Goltz se l'est tenu pour dit<sup>45</sup>. » Il apparaît douteux que le général allemand, conscient de l'opposition que sa venue a provoquée, eût pris le risque de se mêler de politique. En ce sens, il est plus probable que la note d'Achmed Rıza répondait à

<sup>42</sup> Foerster, Wolfgang (éd.), *Generalfeldmarschall Colmar Freiherr von der Goltz*, op. cit., p. 314. Cette remarque rappelle fortement les idées de Mahmud Şevket pacha qui, comme nous l'avons vu, parle du « despotisme de 270 hommes ». Les jugements de von der Goltz coïncident le plus souvent avec ceux du général ottoman.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 314 : « Der alte tatenscheue Pessimismus war dem Wunsche, etwas zu leiten, gewichen. Darauf liess sich immerhin einiges aufbauen. »

<sup>44</sup> Pour une description détaillée du travail des officiers au sujet de la mise en place d'un plan pour la défense de l'Empire en cas de guerre dans les Balkans, voir Swanson, Glen W., *Mahmud Şevket Pacha and the Defense of the Ottoman Empire*, op. cit., p. 106 et suivantes.

<sup>45</sup> AMAE, NS Turquie, Politique étrangère, Dossier général, Relations avec les puissances, 1909, le chargé d'affaires de France à Berlin, 6 août 1909.

des accusations venant *a priori* de l'opposition interne ou des autres puissances. Dans les faits, von der Goltz se limitera à s'enquérir plusieurs fois du sort réservé à d'anciens militaires qu'il a connus lorsqu'il était instructeur<sup>46</sup>.

Durant son second séjour en Turquie – d'octobre 1909 à mi-janvier 1910 –, von der Goltz et les généraux ottomans – en particulier Pertev pacha – organisent des manœuvres près d'Édirne et en Macédoine, qui, note-t-il par la suite, se déroulent mieux qu'il ne l'avait prévu. Le but de ces manœuvres consiste à montrer à des officiers turcs comment mettre en place des exercices pratiques, interdits sous Abdülhamid II. Par ailleurs, Mahmud Şevket pacha a demandé à von der Goltz de l'aider à faire en sorte que l'armée ne se mêle plus de politique et se concentre sur le service. Ainsi, ces manœuvres doivent aussi donner aux officiers une image attirante de l'armée tout en leur montrant ce qu'ils doivent atteindre dans la formation de leurs troupes<sup>47</sup>. En réalité, c'est la première fois que des opérations militaires d'une telle ampleur sont organisées dans l'Empire<sup>48</sup>. Malgré des lacunes, von der Goltz note que « la jeune Turquie avait avec cette manœuvre accompli une performance considérable<sup>49</sup> ». Il écrit également : « Les soldats, les officiers et les généraux, tous étaient nouveaux. Aucun d'eux n'avait participé jusqu'ici à une grande manœuvre (...). Mais la bonne volonté générale remplaça les manques, et les manœuvres se déroulèrent, si l'on prend en compte le contexte, de manière satisfaisante. (...) », ajoutant : « Ce furent de belles heures, remplies d'espoir ; car l'on était persuadé de pouvoir travailler à la renaissance de l'ancienne réputation guerrière ottomane<sup>50</sup> ». L'autre activité de von der Goltz se concentre sur la mise en place d'un camp d'entraînement pour officiers (« *Offiziers-Übungslager* »), dirigé par un instructeur allemand, et dont le principe est de former une centaine d'officiers sur une durée de trois mois<sup>51</sup>. Mais cette initiative, nous y reviendrons, provoquera en fait la méfiance des jeunes officiers.

La mission elle-même est composée d'une dizaine d'officiers prussiens qui arrivent à Istanbul au moment du deuxième séjour de von der Goltz, en octobre 1909. Par ailleurs, une quinzaine d'officiers ottomans sont envoyés à Berlin. Cette fois, von der Goltz a pris soin de rédiger à l'attention des instructeurs allemands un « Avertissement pour les officiers nommés instructeurs dans l'armée turque<sup>52</sup> », dans lequel il prévient d'abord les instructeurs du fait qu'ils ne peuvent pas s'attendre à rencontrer en Turquie le même type d'armée que l'armée allemande.

<sup>46</sup> Archives militaires de Fribourg-en-Brisgau, *Nachlass Goltz*, lettre du 9.10.1910.

<sup>47</sup> Goltz, Colmar von der, « Erinnerungen » (2), *op. cit.*, p. 199.

<sup>48</sup> Swanson, Glen Wilfred, « War, Technology and Society in the Ottoman Empire from the Reign of Abdülhamid II... » In : Parry, V.J. et al., *War, Technology and Society in the Middle East*, *op.cit.*, p. 375.

<sup>49</sup> Foerster, Wolfgang (éd.), *Generalfeldmarschall Colmar Freiherr von der Goltz*, *op. cit.*, p. 317.

<sup>50</sup> Goltz, Colmar von der, *Der jungen Türkei Niederlage und die Möglichkeiten ihrer Wiedererhebung*, Berlin 1913, pp. 15 – 16.

<sup>51</sup> Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, *op. cit.*, p. 101.

<sup>52</sup> Cité in : *ibid.*, pp. 254-256.

La discipline, en particulier, manque complètement. Von der Goltz parle également du « caractère oriental », qui « d'un côté permet de mieux supporter les lourds coups du destin, mais mène de l'autre à penser que les succès souhaités vont être atteints aisément, et, plus précisément, à passer outre les préparatifs nécessaires au succès ».

Pour Goltz, il est nécessaire que les instructeurs allemands comprennent qu'ils ne doivent pas arriver avec des attentes particulières : « Seul celui qui parvient à commencer avec les moyens dont il dispose pourra avancer ». À propos des fonctionnaires et des officiers ottomans, il précise que ceux-ci ont perdu l'esprit d'initiative à cause des « 30 ans d'un absolutisme présent partout ». Et il ajoute : « Il en subsiste une crainte largement répandue, celle de prendre des décisions et d'en répondre. Ces décisions sont habituellement confiées à des commissions dans lesquelles l'individu peut couvrir sa responsabilité sous la collectivité ». À ce titre, l'instructeur se doit d'être persévérant, patient, et de prendre lui-même les initiatives. À propos des changements dus à la révolution de juillet, von der Goltz note : « Les derniers événements politiques ont naturellement assoupli la discipline de l'armée. Le jeune corps d'armée, à qui revient la direction, surestime la signification de son succès et joue un rôle qui ne lui est pas accordé chez nous. La presse européenne a tout fait pour le conforter dans ce rôle ». Von der Goltz attire donc l'attention des instructeurs sur le fait qu'ils doivent chercher à éveiller l'intérêt des officiers et des troupes pour les détourner de la politique, et conclut sur la nécessité de mettre la pratique au premier plan et de rendre la formation aussi motivante que possible, quitte à renoncer « à l'exactitude dans l'application des exercices ».

Rentré à Berlin, il écrit un rapport dans lequel il note qu'il est temps d'étudier sérieusement la « possibilité d'un renforcement de la Turquie » ainsi que le rôle qui pourrait être imparti à cet État. Ainsi, en cas de guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne, une alliance avec l'Empire ottoman pourrait permettre d'attaquer des parties vitales de la domination anglaise. Pour cela, il recommande de terminer le chemin de fer aux frontières perses et égyptiennes. « La Turquie, écrit-il, pourrait donc être un allié important et nous devrions encourager dans notre intérêt son renforcement militaire ». Cependant, cela ne pourrait être avantageux que si la Turquie continue à se développer dans cette direction. Par ailleurs, von der Goltz critique la politique secrète du Comité, le manque d'unité dans le mouvement de réformes, la tendance des officiers à se mêler de politique et le manque de fortes personnalités<sup>53</sup>. Dans un autre rapport adressé au Kaiser, il souligne toutefois que l'Empire ottoman n'est pas prêt pour une alliance avec l'Allemagne, que le système étatique est encore trop semblable à l'ancien, et que la Turquie a besoin de calme intérieur et d'une personnalité qui puisse prendre la tête du mouvement ré-

<sup>53</sup> Foerster, Wolfgang (éd.), *Generalfeldmarschall Colmar Freiherr von der Goltz, op. cit.*, p. 316.

formateur. Goltz laisse apparemment ouverte la question de savoir si cette personnalité peut être Mahmud Şevket pacha<sup>54</sup>.

Malgré la réputation qu'il a acquise dans les milieux militaires, von der Goltz se heurte durant son séjour à une opposition venant du groupe des jeunes officiers d'état-major proches du Comité et note sur ce point :

« (...) J'avais l'intention de revenir en 1911 pour donner un exemple de notre manière d'inspecter les troupes. Mais j'ai clairement senti que le jeune milieu militaire – pas mes anciens élèves mais plutôt les leurs – souhaitaient se débarrasser de l'ancien maître pour essayer de s'en sortir eux-mêmes. Ce processus était totalement naturel et compréhensible sur le plan psychologique – mais pourtant certainement encore précoce<sup>55</sup>. »

Il l'explique également à Pertev pacha de la manière suivante :

« Mais mon retour dans l'armée turque est soumis à un doute, dont je perçois les raisons dans les conditions naturelles de l'armée turque. Aucun soldat de mérite, ambitieux, ne peut dans la durée apprécier d'avoir devant lui jusqu'aux années de maturité un vieux mentor et professeur. J'ai vraiment admiré la manière dont İzzet pacha, que je salue, a accepté que je me mêle de l'organisation des manœuvres, et je ne lui en voudrais pas s'il avait en secret souhaité que je n'eusse pas été présent. La jeune génération, tant au sein de l'état-major que dans le corps des officiers en général, ne me connaissait finalement pas comme professeur, elle n'avait entendu parler de moi que par les plus vieux. Mais elle est, comme j'ai pu m'en rendre compte, armée d'une solide confiance en elle. En ce cas, il est naturel que se forme une opposition silencieuse contre un ancien professeur qui veut encore et toujours exercer son ancienne fonction. Quand on a presque 70 ans, on reconnaît soi-même que l'on est considéré par la jeunesse comme appartenant au passé (...). En tout cas, il me semble plus prudent de ne venir, si on me le demande, que quelques mois en visite, comme ces deux dernières années<sup>56</sup>. »

Dans son ouvrage de 1913, von der Goltz écrira plus sévèrement :

« Tous n'avaient pas les qualités d'Enver, le vaillant défenseur de Benghazi, mais chacun croyait être au moins aussi bien que lui. Lorsque fut évoquée il y a deux ans, la question importante de la fortification d'Edirne, un jeune officier turc se crut obligé, bien que j'eusse travaillé quelques années comme chef des ingénieurs allemands et que les travaux eussent commencé sous ma direction, d'attirer mon attention sur le fait que mon point de vue était démodé, et que l'on ne défendait désormais des places fortifiées qu'au moyen d'une artillerie lourde mobile. (...) Le manque de mesure pour ce qu'il est possible d'atteindre, la tendance à se perdre dans des spéculations fantaisistes ou purement théoriques n'est en aucun cas le seul problème de l'éducation. Cet aspect semble relever de l'esprit oriental, car on ne le trouve pas seulement dans l'armée mais aussi dans tous les domaines de l'activité publique<sup>57</sup>. »

Parvenus à ce stade de notre travail, il importe de se demander comment les militaires jeunes-turcs se situaient par rapport à l'Allemagne. Comme nous l'avons vu, ce sont les généraux de la génération antérieure qui s'engagent après la révolution

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 315.

<sup>55</sup> Goltz, Colmar von der, *Der jungen Türkei Niederlage*, op. cit., p. 33.

<sup>56</sup> Archives militaires de Fribourg-en-Brisgau, Nachlass von der Goltz, lettre du 8.02.1911.

<sup>57</sup> Goltz, Colmar von der, *Der jungen Türkei Niederlage*, op. cit.



pour faire venir des instructeurs allemands ou qui envoient Enver à Berlin. Von der Goltz lui-même s'est heurté à la résistance des plus jeunes. Talat<sup>58</sup>, le ministre de l'Intérieur unioniste depuis août 1909, a par ailleurs déclaré selon les sources françaises : « Si, jusqu'à présent, nous avons confié l'instruction de nos officiers à l'Allemagne, nous sommes désormais décidés non seulement à exécuter notre programme officiel, qui consiste à en envoyer la moitié en France, mais, dorénavant, à les y faire instruire de plus en plus<sup>59</sup> ». L'opposition à laquelle l'Allemagne fait face après la révolution tient pour une grande part aux relations que celle-ci a entretenues avec Abdülhamid. Elle tient aussi à l'influence française sur un grand nombre d'unionistes. Mais surtout, comme nous l'avons déjà souligné, la présence d'instructeurs étrangers n'est pas toujours bien acceptée par les officiers turcs, qu'ils aient été proches ou non du Comité. L'attaché militaire autrichien Pomiankowski le notera à sa manière dans ses souvenirs :

« Beaucoup d'officiers turcs étaient jaloux de leurs collègues allemands et enviaient leurs traitements et leur position privilégiée. Ils considéraient la reconnaissance d'un grade supérieur pour leurs charges comme un affront qui leur était fait et regardaient souvent de biais, par habitude de la haine des étrangers, les officiers allemands. Il est connu que les Allemands, et particulièrement les Prussiens, malgré leur mérite professionnel, ne possèdent pas le talent de savoir se faire aimer<sup>60</sup>. »

En 1911, le meurtre d'un officier allemand par un soldat au moment de l'inspection d'une troupe provoque un débat sur le problème du manque de préparation des officiers allemands aux réalités ottomanes<sup>61</sup>. Ainsi, des journaux proches du gouvernement allemand critiquent le fait que ces officiers ne connaissent ni la langue, ni la culture. L'événement est, entre autres, relaté par le *Servet-i Fünun* du 30 mars 1911 qui prend soin d'assurer l'Allemagne des sentiments amicaux des Ottomans. Cependant, comme nous le verrons par la suite, les autorités allemandes n'en tireront pas les leçons et continueront à envoyer des officiers qui ne parlent pas le turc.

Pour l'heure, les relations entre l'Empire ottoman et l'Allemagne se maintiennent toutefois de manière plus satisfaisante que les événements de juillet ne l'avaient laissé présager. Dans un rapport daté du 18 décembre 1910 sur son séjour en Turquie en octobre et novembre 1910<sup>62</sup>, von der Goltz écrit : « (...) Dans la marine turque, on commence à pencher pour l'Allemagne, en particulier sous l'influence du Ministre de la Marine Mahmud Muhtar pacha ». Puis il ajoute : « Le successeur au trône, le Prince Yusuf Izzeddin, un fils du Sultan Aziz, a exprimé le

<sup>58</sup> Mehmed Talat est l'un des membres les plus importants du CUP après la révolution. Il occupera à plusieurs reprises le poste de ministre de l'Intérieur entre 1913 et 1917 avant de devenir grand vizir.

<sup>59</sup> AMAE, NS Turquie, Politique étrangère, dossier général, relations avec les puissances, 1909, note du 8.08.1909.

<sup>60</sup> Pomiankowski, Joseph, *Der Zusammenbruch des Ottomanischen Reiches*, op. cit., p. 55.

<sup>61</sup> Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, op. cit., pp. 101 – 102.

<sup>62</sup> Archives militaires de Fribourg-en-Brisgau, *Nachlass Goltz*.

souhait d'assister aux manœuvres allemandes de 1911 (...). Je pense que ce serait une bonne chose. Le Prince Yusuf İzzeddin a été éduqué selon les principes militaires français<sup>63</sup> (...) ».

Comme nous le verrons par la suite, au début du mois de novembre 1910, Mahmud Muhtar pacha, selon les sources allemandes, fera effectivement plusieurs fois des déclarations allant dans le sens d'une orientation allemande, en annonçant notamment le projet d'acheter des sous-marins allemands et de faire venir des instructeurs allemands dans la marine ottomane.

### *L'Allemagne et la Grande-Bretagne dans les relations entre le CUP et les généraux*

Après l'insurrection d'avril 1909, Hüseyin Hilmi pacha est à nouveau grand vizir. Par ailleurs, à l'été 1909, deux unionistes, Talat et Cavid bey, entrent dans le gouvernement et reçoivent respectivement les portefeuilles de l'Intérieur et des Finances. Le CUP a proposé à Mahmud Şevket pacha de devenir grand vizir mais celui-ci a refusé, estimant qu'il n'aurait pas assez de marge de manœuvre à ce poste<sup>64</sup>. Il a également refusé le poste de ministre de la Guerre. Selon lui, ainsi qu'il l'a confié à von der Goltz, accepter une fonction politique risque de lui faire perdre le prestige et l'influence dont il a besoin pour restaurer l'ordre dans l'armée<sup>65</sup>. Surtout, Mahmud Şevket pacha est méfiant par rapport aux unionistes : il les estime trop jeunes, inexpérimentés, et les juge dans beaucoup de cas gênants pour réformer l'armée.

À ce moment, les relations entre les militaires et les unionistes civils deviennent de plus en plus tendues. Ainsi, dès le mois de novembre 1909, un important conflit connu sous le nom de l'affaire Lynch<sup>66</sup> éclate entre le gouvernement, les unionistes et l'opposition. Cette affaire, en résumé, concerne un projet de fusion entre la compagnie de navigation Lynch et la compagnie de navigation ottomane *Hamidiye*<sup>67</sup>. Les unionistes l'approuvent, car ils estiment que même si la direction est laissée aux Anglais, le nouvel accord est à l'avantage de l'Empire ottoman, la nouvelle compagnie étant turque<sup>68</sup>. Loin de faire l'unanimité, ce projet est criti-

<sup>63</sup> Yusuf İzzeddin (1857 – 1915) se rend effectivement en Allemagne en 1911. La presse publie des articles positifs sur ce point.

<sup>64</sup> Voir Swenson, Glen W., *Mahmud Şevket Pacha and the Defense of the Ottoman Empire*, op. cit., p. 75.

<sup>65</sup> Von der Goltz, *Erinnerungen* (2), op. cit., p. 198.

<sup>66</sup> Voir Mehmetefendioğlu, Ahmet, « Hüseyin Hilmi Paşa Hükümetinin İstifası ve Lynch Şirketi » [La démission de Hüseyin Hilmi Pacha et la société Lynch]. In : *Tarîh ve Toplum*, Août 1997, vol. 28, n°164, pp. 13/77 – 19/83.

<sup>67</sup> La Compagnie de Navigation Lynch avait obtenu en 1834 et 1841 le droit de naviguer sur les fleuves de l'Euphrate et du Tigre, avant d'obtenir la concession en 1862 pour une période illimitée.

<sup>68</sup> Voir Ahmad, Feroz, *The Young Turks*, op. cit., p. 67; Kent, Marian, *The Great Powers and the End of the Ottoman Empire*, op. cit., p. 180 et Kansu, Aykut, *Politics in Post – Revolutionary Turkey, 1908 – 1913*, op. cit., p. 162 et suivantes.

qué non seulement par l'opposition mais aussi par certains unionistes, le député de Bagdad İsmail Hakkı Babanzade en tête, qui accusent le gouvernement de favoriser l'influence anglaise en Mésopotamie. Selon les sources allemandes, ce dernier va jusqu'à déclarer qu'accorder une telle concession est un acte de trahison<sup>69</sup>. Mahmud Şevket pacha s'oppose également à la fusion. Les Allemands, naturellement, sont aussi contre ce projet qu'ils jugent être une menace pour leurs propres intérêts en Mésopotamie. Ils soupçonnent par ailleurs les Anglais d'exercer une pression sur les dirigeants ottomans concernant la question de la Crète<sup>70</sup>. En ce sens, l'*Osmanischer Lloyd* publie une série d'articles très critiques<sup>71</sup>.

Lorsque l'affaire est portée devant le parlement en décembre 1909, les unionistes qui prennent parti pour l'accord avec les Anglais se heurtent à une forte opposition. Mahmud Şevket pacha en particulier déclare que l'accord nuira aux populations vivant sur place, argument que reprennent les libéraux et les députés de Basra et de Bagdad. Afin de contrer l'opposition, les unionistes décident de faire voter la Chambre, qui accorde sa confiance au gouvernement. Pour les unionistes civils, il s'agit d'une victoire sur Mahmud Şevket pacha, sur l'armée et sur l'Allemagne<sup>72</sup>. C'est en tout cas le point de vue que défend Hüseyin Cahid dans un article intitulé « Les Allemands et les Ottomans », paru dans le *Tanin* du 17 décembre 1909, qui entraîne la fermeture du journal cinq jours plus tard. Mais devant l'ampleur qu'a pris l'affaire, le grand vizir finit par donner sa démission, ce qui constitue un coup dur pour les unionistes, qui dénoncent aussitôt une manœuvre de Mahmud Şevket pacha au profit des Allemands. Au début du mois de décembre déjà, dans le *Tanin*, Hüseyin Cahid avait parlé « d'intrigues allemandes<sup>73</sup> » et répété cette accusation lors de la session parlementaire du 11 décembre<sup>74</sup>. Les unionistes accusent également Mahmud Şevket de vouloir, de concert avec von der Goltz, renverser le régime unioniste pour mettre en place une dictature militaire.

Un article paru dans le *Tanin* au début du mois de janvier 1910 permet de mesurer le ton acerbe sur lequel les unionistes et les autorités allemandes s'opposent par l'intermédiaire de la presse. Cet article, intitulé « la presse turque à propos de la Turquie », repose en réalité sur les déclarations du correspondant français du journal *Le Temps* à Berlin, dans lequel celui-ci fait part des opinions critiques de la presse allemande à l'égard des unionistes. Le journaliste du *Tanin* reconnaît d'ailleurs :

<sup>69</sup> *Die grosse Politik der europäischen Kabinette*, op. cit., vol. 27, Der Botschafter Freiherr von Marschall an den Reichskanzler von Bethmann Hollweg, 22.11.1909, p. 590.

<sup>70</sup> *Die grosse Politik der europäischen Kabinette*, op. cit., vol. 27, 25.11.1909, pp. 112 – 113. Sur la Crète plus précisément, voir le chapitre suivant de ce travail.

<sup>71</sup> Voir Mehmetefendioglu, Ahmet, « Hüseyin Hilmi Paşa Hükümetinin İstifası », op. cit., p. 14 / 78.

<sup>72</sup> Cité in : *ibid.*, p. 18 / 82.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 16 / 80.

<sup>74</sup> AA, Die türkische Presse 1908 – 1909, R 13899, note du 21.02.1910.

« Nous ne savons pas ce que la presse allemande en général a écrit, mais est-il possible de garder son calme devant des attaques aussi graves de la part du *Vossische Zeitung* ? Que pouvons-nous dire ? Les capitalistes allemands avaient l'habitude de tirer le lait de la vache turque. Maintenant ils disent 'il n'y a plus de lait' et ils attaquent nos dirigeants qui pourtant ne pensent qu'aux intérêts de notre pays. Est-ce là déplacé que de parler d'intrigue ? (...) L'ère de l'intervention dans les entreprises financières et industrielles est terminée. Nous ne prenons désormais en compte que les capitalistes qui offrent des conditions favorables pour l'honneur et l'intérêt du pays. Cela devrait suffire. Si les capitalistes allemands veulent faire des affaires dans notre pays, ils devraient plutôt faire des offres intéressantes au lieu de provoquer des interventions diplomatiques ou de travailler avec de tels moyens de chantage dans les journaux. Nous devons leur dire qu'ils nuiront à leurs propres intérêts s'ils continuent à travailler avec des moyens aussi sales. Les journaux allemands veulent-ils être plus ottomans que les Ottomans ? Notre langue n'a malheureusement plus de mot pour commenter ce fait étrange qui consiste à ce qu'un journal allemand veuille attirer notre attention sur le fait qu'un ministre ottoman travaille plus pour les intérêts d'un État étranger que pour celui de son propre pays...<sup>75</sup> ».

La réponse de l'*Osmanischer Lloyd* est cinglante :

« Le *Tanin* d'hier contient un article dans lequel Hüseyin Cahid se laisse à nouveau aller à sa haine illimitée contre l'Allemagne en exploitant l'article d'un seul journal allemand. Il n'est pas digne de nous-mêmes de répondre à de telles effusions. Nous accordons au *Tanin* et à ses hommes toute la liberté de calomnier et d'injurier les Allemands s'ils pensent que cela sert leur pays<sup>76</sup>. »

L'Allemagne et la Grande-Bretagne continuent donc à être assimilées à des tendances politiques. À l'instar de la querelle entre la presse unioniste et la presse « kâmiliste » lors de la crise d'octobre 1908, durant laquelle le *Tanin* et le *Yeni Gazete* s'étaient affrontés sur la question de la Grande-Bretagne, le conflit entre les unionistes et Mahmud Şevket pacha prend la forme d'une prise de parti pour l'une ou l'autre des puissances. Mahmud Şevket pacha, comme nous le verrons par la suite, n'est pas aveuglément « pro-allemand ». Les unionistes eux-mêmes le savent, et leurs accusations selon lesquelles le général vise à instaurer une dictature avec le soutien de von der Goltz ne peuvent pas être sérieuses. Cependant, l'Allemagne étant connue pour avoir soutenu Abdülhamid II, il est évident que leurs critiques à l'encontre du pacha visent à le discréditer. Selon eux, l'accord restait à l'avantage de l'Empire ottoman. Par ailleurs, il se peut que la question de la Crète<sup>77</sup>, dans laquelle la Grande-Bretagne joue un rôle déterminant, ait influencé les dirigeants qui espèrent qu'en retour celle-ci va les soutenir face à la Grèce. Quant au calcul politique de Mahmud Şevket pacha lui-même, il reste difficile de savoir si dans cette affaire il a vraiment pris parti pour l'Allemagne ou bien si, originaire de Bagdad, il est sensible au sort de la région, ou plus vraisemblablement peut-être s'il n'a pas saisi l'occasion de s'opposer aux unionistes pour les déstabiliser.

<sup>75</sup> *Ibid.*, 6.01.1910.

<sup>76</sup> *Ibid.*

<sup>77</sup> Voir le chapitre suivant.

Cette crise a été l'occasion de débats violents par l'intermédiaire de la presse mais elle n'aura pour autant pas de conséquence concrète sur la politique ottomane par rapport à l'Allemagne. L'Empire, à nouveau, est rattrapé par d'autres soucis, qui vont permettre à l'Allemagne de jouer un rôle enfin positif.

Après la démission de Hüseyin Hilmi pacha, İbrahim Hakki pacha, celui-là même dont les autorités allemandes avaient loué la modération au lendemain de la révolution, est nommé grand vizir. Il propose, en accord avec les unionistes, le poste de ministre de la Guerre à Mahmud Şevket, qui, malgré ses réticences initiales, accepte le 11 janvier 1910.

Notons que quelques mois après, un violent conflit l'oppose à nouveau au ministre unioniste de l'Economie Cavid. Les deux hommes s'affrontent en effet sur le budget à accorder à l'armée et la marine : Cavid est d'avis que d'autres réformes sont à mener, tandis que le général ottoman estime que la sécurité doit être la priorité de l'Empire<sup>78</sup>. Dans ce conflit, Mahmud Şevket pacha a à nouveau le dernier mot.

## 2. L'Allemagne sur le devant de la scène ?

### *Des signes de rapprochement*

Au début du printemps 1910, les rapports de l'ambassade allemande soulignent à plusieurs reprises un changement au profit de l'Allemagne dans l'attitude de la presse et dans la politique extérieure.

La question de la Crète préoccupe les dirigeants ottomans depuis la crise d'octobre 1908. En fait, elles savent que la souveraineté de l'Empire ottoman sur l'île n'est plus que nominale, mais, ainsi que le ministre des affaires étrangères Rifat pacha l'explique à Marschall, le nouveau régime ne pourrait pas supporter de perdre à nouveau des territoires<sup>79</sup>. À l'été 1909, le statu quo est rompu par Venizélos<sup>80</sup>, qui arbore le drapeau grec à la Canée au départ des contingents internationaux. Aussitôt, l'Empire ottoman exige de la Grèce qu'elle se démarque officiellement de tout mouvement annexionniste venant de Crète<sup>81</sup>. Tandis que la France, la Grande-Bretagne, la Russie et l'Italie, en tant que « puissances protectrices de la Crète », se mettent d'accord sur une note protestant contre l'attitude de l'Empire ottoman, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie font savoir qu'elles ne s'impliqueront pas dans la question. Ce faisant, les autorités allemandes et austro-

<sup>78</sup> Voir Ahmad, Feroz, *The Young Turks*, op. cit., p. 71 et suivantes.

<sup>79</sup> *Die Grosse Politik der europäischen Kabinette*, op. cit., vol. 27, 26.11.1909, p. 116.

<sup>80</sup> Venizélos a joué un rôle actif dans la proclamation de l'union de l'île à la Grèce en 1908. Appelé par la ligue militaire à Athènes en 1909, il devient premier ministre en octobre 1910.

<sup>81</sup> *Die Grosse Politik der europäischen Kabinette*, op. cit., vol. 27, 7.08.1909, p. 83.

hongroises font leur possible pour convaincre les dirigeants ottomans de la nécessité de maintenir la paix. Toutefois, au moment de l'affaire Lynch, Marschall réfléchit à la manière dont l'Allemagne pourrait persuader les Turcs de son bon vouloir sans prendre de risque vis-à-vis des autres puissances. En ce sens, l'Allemagne décide de faire savoir aux autorités ottomanes qu'elle estime qu'une séparation de la Crète de l'Empire ottoman devrait faire l'objet de l'accord de toutes les puissances signataires du traité de Berlin. Mais en fait, l'Allemagne n'est pas prête à aller plus loin, malgré les demandes répétées des dirigeants ottomans.

Les « puissances protectrices », en particulier la France, se montrent agacées par la neutralité de l'Allemagne, ainsi que le note l'ambassadeur français :

« L'Allemagne se sert de la question crétoise comme d'un tremplin pour son influence en Turquie, que la révolution de 1908 avait fait déchoir. Elle se pose en défenseur des droits du sultan, auxquels, forte de sa qualité de signataire du traité de Berlin, elle ne permettrait pas de porter atteinte ; mais elle se garde bien de prendre sa part des difficultés que rencontrent les Puissances protectrices à faire respecter ces droits. Elle trouve plus profitable de demeurer spectatrice ironique des efforts de celles-ci, comme d'en faire ressortir l'insuccès (...). Cette attitude ne contribue pas peu à confirmer la Turquie dans son intransigeance<sup>82</sup> ».

À la fin du mois de juin 1910, un rapport de l'ambassade allemande souligne que la situation est désormais favorable à l'Allemagne et conclut : « Si nous voulons continuer à travailler dans cette direction, nous avons en ce moment un bon moyen à disposition, celui de la vente d'un navire de guerre moderne, très demandée par le ministère<sup>83</sup> ».

Les autorités ottomanes, en effet, cherchent depuis quelques mois à acquérir des navires de guerre. Ainsi, en décembre 1909, le gouvernement ottoman avait demandé à Osman Nizami de se renseigner pour savoir si l'Allemagne était prête à vendre des contre-torpilleurs et des croiseurs<sup>84</sup>. À cette date, l'Empire ottoman a le projet de se lancer dans la constitution d'une flotte moderne. Les dirigeants veulent s'équiper aussi vite que possible en cas de guerre contre la Grèce, qui a elle-même acheté un navire de guerre en novembre 1909<sup>85</sup>. Ils ont également fait des démarches auprès de la Grande-Bretagne, mais ne parviennent pas à s'entendre avec elle sur les termes de l'accord. En mars 1910, l'Allemagne propose de vendre un croiseur. D'après un rapport du chargé d'affaires à Constantinople, Mahmud Şevket pacha fait savoir à l'attaché militaire Stempel qu'il y a eu de vives discussions au conseil des ministres mais qu'il a été finalement décidé d'ac-

<sup>82</sup> Ministère des Affaires étrangères, Commission de Publications des documents diplomatiques français, *Documents diplomatiques français (1871 – 1914)*, série 2, vol. 12, Paris, 1929 – 1959, Bompard à Pichon, 31.05.1910, pp. 788 – 789.

<sup>83</sup> AA, Das Verhältnis der Türkei zu Deutschland, 1.04.1909 – 30.04.1911, R 13747, rapport de Miquel, 25.06.1910.

<sup>84</sup> *Die grosse Politik der europäischen Kabinette*, op. cit., vol. 27, Bericht des Militärattachés in Konstantinopel Majors von Stempel, 6.01.1910, p. 287.

<sup>85</sup> Swanson, Glen W., *Mahmud Şevket Paşa*, op. cit., p. 123.

cepter au cas où le prix serait bas et où il n'y aurait pas d'engagement pour acheter d'autres navires à l'Allemagne. Surtout, Mahmud Şevket pacha n'hésite pas à déclarer à l'attaché militaire allemand qu'un échec dans les négociations signifierait pour lui une « défaite personnelle<sup>86</sup> », sachant pertinemment que les autorités allemandes comptent sur sa présence au sein du gouvernement pour développer les intérêts de l'Allemagne.

Mais les négociations traînent en longueur. En Allemagne, le projet de vendre le croiseur rencontre une forte opposition de la part des officiers de marine qui estiment que l'Allemagne en a besoin et qui refusent que le navire se retrouve entre les mains des conseillers anglais au service de la marine ottomane. Par ailleurs, les autorités allemandes craignent la réaction des Anglais à cause de la Crète. Parallèlement, les négociations entre l'Empire ottoman et la Grande-Bretagne ont repris et il est question d'un contrat de dix ans pour l'achat de trois croiseurs<sup>87</sup>. Toutefois, rien de concret ne ressort de ces contacts, et début juin 1910, Halil pacha doit démissionner et laisser sa place à Salih pacha.

Malgré l'insistance des dirigeants ottomans, les autorités allemandes ne parviennent pas à se décider. Le Kaiser en particulier craint fortement la réaction de la Grande-Bretagne. Mais Mahmud Şevket pacha sait user d'arguments convainquants : après avoir rappelé à Strepel que l'Angleterre a une influence décisive sur la marine ottomane, il déclare :

« Le fait qu'un officier de la Marine visite depuis quelques temps sur mon ordre personnel tous les chantiers navals allemands pour trouver un navire vous prouve combien j'y ai attaché de l'importance. (...) Je tiens beaucoup à cela pour deux raisons : la première est une raison personnelle : je voudrais faire oublier mon premier échec. Deuxièmement, plus que de toute autre personne, c'est de moi que la patrie attend le maintien de la paix. Mais je ne peux garantir la paix que si les Turcs obtiennent un vaisseau au même moment que les Grecs. (...) Je vous demande de faire savoir mon avis, même si le temps ne permet pas que votre rapport soit lu avant qu'il ne soit trop tard. (...) Mon sous-secrétaire m'avait fait part de votre visite (...). J'ai pu me mettre d'accord avec le ministre de la Marine pour repousser la signature du contrat à huit ou dix jours. Il ne reste donc plus beaucoup de temps<sup>88</sup>. »

Les arguments de Mahmud Şevket pacha ne peuvent que toucher les autorités allemandes qui sont bien obligées de reconnaître qu'elles risquent de perdre non seulement une commande mais aussi la possibilité d'étendre leur influence sur les militaires dans le domaine de prédilection de la Grande-Bretagne. Moins de deux semaines plus tard, celles-ci font savoir qu'elles sont prêtes à vendre deux navires de guerre. Malgré le fait que les croiseurs ne soient pas neufs – ce qui vaudra à l'Allemagne de fortes critiques de la part des opposants ottomans comme de la

<sup>86</sup> *Die grosse Politik der europäischen Kabinette, op. cit.*, vol. 27, Bericht des Militärattachés in Konstantinopel Majors von Strepel, 01.04.1910, p. 293.

<sup>87</sup> Voir Sullivan, Charles D., *Stamboul Crossings, op. cit.*, p. 163.

<sup>88</sup> *Die grosse Politik der europäischen Kabinette, op. cit.*, vol. 27, Bericht des Militärattachés in Konstantinopel Majors von Strepel, 03.07.1910, p. 303.



Grande-Bretagne et de la France – les autorités ottomanes acceptent et signent l'accord le 5 août 1910. Assortie d'une commande d'armes, la vente de ces croiseurs est en réalité une bonne affaire pour les Allemands. Ainsi, Osman Nizami pacha déclare à l'ambassadeur français à Berlin :

« Mais en vérité on nous reproche à Londres et à Paris d'avoir acheté des navires à l'Allemagne, ce n'est pas notre faute : on n'a pas voulu nous en vendre en Angleterre et sans doute on s'en est repenti. Quant aux 800 canons que nous commandons chez Krupp, nous avons déjà 1400 pièces Krupp, et il est clair que nous sommes obligés de compléter notre armement par des pièces de même modèle<sup>89</sup>. »

Si l'armée ottomane continue à se fournir auprès de l'Allemagne, la vente des deux croiseurs signifie-t-elle que l'Allemagne va supplanter la Grande-Bretagne dans le domaine de la marine ? Début Novembre 1910, le nouveau ministre de la Marine Mahmud Muhtar pacha annonce son intention d'acheter des sous-marins allemands et de faire venir des instructeurs allemands dans la marine. Comme nous l'avons vu, von der Goltz ne manque pas de noter ce changement. En réalité, ce projet restera lettre morte et la Grande-Bretagne maintiendra son influence dans le domaine de la marine.

Pour l'heure, l'Allemagne ne s'est pas engagée dans la question de la Crète en faveur de l'Empire ottoman mais elle est restée neutre. Elle a accepté de lui vendre deux croiseurs alors qu'aucun accord n'avait pu être conclu avec la Grande-Bretagne. Elle se trouve donc à l'été 1910 dans une position avantageuse par rapport à l'Empire ottoman.

Au vu de ce rapprochement entre l'Allemagne et l'Empire ottomane, l'idée d'une alliance de ce dernier avec les puissances centrales est considérée avec intérêt par la presse ottomane au mois de juillet 1910.

Cette idée n'est pas nouvelle : après la crise d'octobre 1908, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie avaient réfléchi à la possibilité d'inclure l'Empire ottoman dans l'alliance entre les puissances centrales<sup>90</sup>. Le Kaiser lui-même avait expliqué à von der Goltz qu'il estimait nécessaire de faire en sorte que la Turquie et les états balkaniques se rapprochent des puissances centrales pour notamment protéger l'Autriche-Hongrie de la Russie<sup>91</sup>. En 1909-1910, la question est discutée par les autorités allemandes et austro-hongroises un certain nombre de fois. Von der Goltz et Marschall partagent cependant le même avis : l'Empire ottoman n'est pas prêt sur le plan militaire. Finalement, en mai 1910, Aehrenthal, dans une conversation avec l'ambassadeur allemand à Vienne, se prononce contre une alliance avec l'Empire ottoman et déclare : « (...) Les Jeunes Turcs Rifat, Talat, Cavid, et autres, ne sont pas, je crois que nous ne pouvons pas nous faire d'illusion sur ce

<sup>89</sup> *Documents diplomatiques français, op.cit.*, vol. 12, l'ambassadeur de France à Berlin au Ministre des Affaires étrangères, 7.09.1910, p. 886.

<sup>90</sup> Voir Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, op. cit., p. 273 et Kampen, Wilhelm van, *Studien zur deutschen Türkeipolitik*, op. cit., pp. 71 – 72.

<sup>91</sup> Foerster, Wolfgang (éd.), *Generalfeldmarschall Colmar Freiherr von der Goltz*, op. cit., p. 313.

point, des amis véritables de la Triple Alliance ». Ajoutant qu'ils sont « sous l'influence d'idées occidentales et sous la pression des financiers français et anglais », il conclut : « (...) Si la situation change, et que des gens sûrs, comme par exemple Ferid pacha, reviennent au pouvoir, alors on pourrait avancer avec plus de chances de succès (...) ». La réponse de l'ambassadeur allemand est tout à fait significative :

« Je répondis à l'exposé du Comte Aehrenthal que l'élément militaire en Turquie m'apparaissait encore aujourd'hui et pour longtemps être le plus fiable, élément dans lequel, par tradition et par expérience, les sympathies pour les puissances centrales étaient les plus fortes. J'ajoutai que nous pouvions d'abord nous appuyer sur cet élément et peut-être essayer d'obtenir une convention militaire avec le temps<sup>92</sup>. »

De son côté, la presse ottomane salue le projet d'alliance évoqué par certains. Ainsi, le 17 mars 1910, le *Yeni Gazete* fait paraître un article intitulé « des signes qui donnent espoir. Comment ceux-ci vont-ils se répercuter sur nous ? », dans lequel le journaliste note : « Nous avons trouvé il y a peu de temps dans un important journal allemand, le *Tägliche Rundschau*, un article politique signé du Comte Pfeil (...) qui estime que l'Allemagne et l'Autriche devraient conclure une alliance avec la Turquie et combattre avec elle le panslavisme ». Sans vouloir se prononcer sur le bien-fondé de cette idée, le journaliste du *Yeni Gazete* souligne : « Pour nous, il est simplement intéressant qu'un journal aussi important évoque la possibilité d'une alliance germano-austro-turque, ce qui illustre très bien notre position extérieure avantageuse. Hier encore nous étions jugés par les grandes puissances comme étant à peine viables, aujourd'hui, on nous considère comme des alliés importants. (...) Nous pouvons être fiers !<sup>93</sup> ».

En réalité, l'idée est certes évoquée mais aucune des parties ne semble vraiment prête à franchir le pas. D'après les sources allemandes, Mahmud Şevket pacha, lors des grandes manœuvres militaires en Allemagne à l'automne 1909<sup>94</sup>, a déclaré au ministère de la Guerre roumain que l'Empire ottoman voulait d'abord acquérir une supériorité militaire sur les États balkaniques slaves avant de demander à rentrer dans la Triple Alliance. Du côté des puissances centrales, l'Autriche-Hongrie a fait savoir son manque de confiance dans les unionistes. L'Allemagne, quant à elle, bien qu'intéressée par la possibilité d'une alliance, n'est pas prête à s'engager plus avant, d'autant que von der Goltz et Marschall se sont montrés sceptiques sur la capacité militaire de l'Empire.

Pour le moment en tout cas, les unionistes eux-mêmes semblent changer d'attitude vis-à-vis de l'Allemagne. Le consul allemand de Salonique<sup>95</sup> Schwörbel

<sup>92</sup> *Die grosse Politik der europäischen Kabinette, op. cit.*, vol. 27, Der Botschafter in Wien von Tschirschky an den Reichskanzler von Bethmann Hollweg, 10.05.1910, p. 244.

<sup>93</sup> AA, Die türkische Presse, 1909 – 1910, R 13899.

<sup>94</sup> Il était d'usage d'inviter des généraux ottomans assister aux manœuvres militaires. Pertev pacha y assiste également.

<sup>95</sup> Salonique restera le siège du Comité union et progrès jusqu'en 1912.

envoie ainsi un rapport au chancelier allemand en septembre 1910, dans lequel il note un changement de l'état d'esprit au profit de l'Allemagne. Pour appuyer ses dires, il rapporte une conversation qu'il a eue avec Nâzım bey<sup>96</sup> « et d'autres membres influents du CUP » lors d'une manifestation organisée par le comité ottoman pour la flotte : « Nâzım Bey commenta entre autres de manière enthousiaste l'amabilité de sa majesté le Kaiser qui a rendu à la Turquie un service de valeur en lui vendant les deux croiseurs, service que l'on n'oublierait pas de sitôt. » D'après Schwörbel, Nâzım, évoquant les relations économiques, s'est montré confiant quant à la poursuite du chemin de fer de Bagdad, et a également critiqué l'Angleterre<sup>97</sup>. Cavid, pour sa part, évoquant son voyage en Europe<sup>98</sup> lors d'une réunion du CUP à Üsküb, s'est montré très déçu de la politique anglaise et particulièrement étonné de l'amabilité des milieux politiques allemands. Il a ajouté que la Turquie allait dans l'avenir plus travailler avec l'Allemagne. Pour Schwörbel, l'état d'esprit des milieux gouvernementaux est donc en train de changer.

Règne t-il vraiment une « ambiance germanophile », ainsi que l'ambassade allemande à Istanbul le note dans un rapport à la fin du mois de juillet 1910<sup>99</sup> ? À vrai dire, les manifestations de cette « germanophilie » se limitent pour l'heure à des articles positifs dans la presse ottomane et à des déclarations de sympathie de la part des hommes politiques.

### *L'Allemagne au secours de l'Empire ? L'octroi d'un emprunt*

Dans cette constellation, il est nécessaire de prendre en compte le fait que l'Empire ottoman se trouve à ce moment en pleine négociation avec la France pour contracter un nouvel emprunt<sup>100</sup>. Cavid, en mai 1910, a établi des contacts avec la Banque impériale ottomane en vue de l'émission, sur le marché français, d'un emprunt important<sup>101</sup>. Toutefois, les compensations réclamées par le Quai d'Orsay – qui estime que la France doit cesser de se cantonner dans le rôle « d'une simple maison

<sup>96</sup> Nâzım bey (Dr. Selânikli Nâzım) est membre du CUP depuis le début. Après la révolution de 1908, il est membre du comité central et en deviendra le secrétaire général à partir de 1911. Il en sera par la suite l'une des personnalités les plus influentes.

<sup>97</sup> *Die grosse Politik der europäischen Kabinette, op. cit.*, vol. 27, 14.10.1910, p. 268.

<sup>98</sup> Comme nous allons le voir dans le point suivant, le ministre des Finances Cavid bey a effectivement entrepris un voyage à Paris, Londres et Berlin dans le but de contracter un emprunt. À ce titre, à plusieurs reprises, les déclarations positives de Cavid bey à l'encontre de l'Allemagne seront soulignées par les observateurs allemands.

<sup>99</sup> AA, Das Verhältnis der Türkei zu Deutschland, 1.04.1909 – 30.04.1911, R 13747, Note de l'ambassade, 31.07.1910.

<sup>100</sup> En novembre 1909, l'Empire ottoman avait déjà contracté un emprunt auprès de la France. Toutefois, à peine un an plus tard, il lui faut à nouveau en contracter un autre.

<sup>101</sup> Nous nous appuyons pour résumer l'affaire sur l'article de Thobie, Jacques, « Finance et politique : le refus en France de l'emprunt ottoman 1910 ». In : *Revue historique*, avril – juin 1968, pp. 327 – 350.

de banque » – ajoutées aux exigences de la Banque ottomane, font que Cavid préfère se tourner directement vers le marché parisien. Le 8 août 1910, un syndicat de banquiers et le ministre jeune-turc des Finances concluent un projet d'emprunt, avec pour condition que cet emprunt soit admis à la cote officielle de Paris, ce qui nécessite désormais des négociations avec le gouvernement français lui-même. Pour cela, le but poursuivi par Cavid est de briser le front uni constitué par le gouvernement français et la Banque ottomane. Une campagne de presse est donc organisée contre celle-ci et contre les garanties qu'elle a cherché à imposer au gouvernement ottoman en août et en septembre 1910. À ce sujet, l'*Osmanischer Lloyd* se fait un plaisir de reprendre les articles les plus critiques<sup>102</sup>. En fin de compte, malgré les efforts du syndicat français pour obtenir l'admission à la cote de Paris, le gouvernement français ne donne pas son accord. D'après Jacques Thobie, qui a analysé les raisons de ce refus, la Banque ottomane est persuadée que l'Empire ottoman ne trouvera la possibilité d'emprunter ni à Londres, ni à Berlin et qu'il sera obligé de se tourner à nouveau vers elle. Le gouvernement français quant à lui soutient la Banque ottomane, car elle représente l'un des organismes les plus importants pour la défense des intérêts français à Istanbul. Après avoir essuyé un refus à Londres mais avoir acquis des promesses à Berlin, Cavid reprend les négociations avec Paris. Un accord est finalement trouvé, et accepté par l'agent financier du gouvernement ottoman qui se trouve à Paris à ce moment, bien qu'une clause du texte revienne dans les faits à instaurer un contrôle de la France sur les finances ottomanes. Quelques jours plus tard, la Chambre turque rejette le texte de l'accord. En réalité, le gouvernement français a été joué, et le gouvernement ottoman a montré qu'il n'accepterait pas de conditions nuisant à la dignité nationale. Sur ce point, il reste difficile de savoir dans quelle mesure Mahmud Şevket pacha a pesé dans cette décision. Quoiqu'il en soit, un journaliste écrira un an plus tard dans l'*İkdam* que les Français avaient traité les Ottomans « comme un enfant à qui l'on retire l'argent de poche<sup>103</sup> ».

Le 9 novembre 1910, l'emprunt turc est souscrit par un consortium germano-austro-hongrois, ce qui vaut à l'Allemagne un article très positif dans le *Tanin*, qui met notamment en valeur le fait que celle-ci n'a pas profité de l'occasion pour exiger des compensations<sup>104</sup>. Pourtant, à y regarder de plus près, les conditions de cet emprunt ne sont pas si avantageuses que la presse veut bien le laisser penser. En ce sens, on peut voir dans cet événement une nouvelle manifestation de la volonté des unionistes de maintenir l'honneur à tout prix, dans la logique de la politique menée depuis la révolution.

<sup>102</sup> Voir Farah, Irmgard, *Die deutsche Pressepolitik, op. cit.*, p. 158.

<sup>103</sup> AA, *Die türkische Presse*, Juli 1911 – November 1912, R 13901, article du 29.10.1911.

<sup>104</sup> Farah, Irmgard, *Die deutsche Pressepolitik, op. cit.*, p. 161.

*La poursuite du chemin de fer et l'accord de Potsdam*

Sur le plan international, l'Allemagne parvient à entamer des négociations avec la Russie qui lui permettent de briser le front uni des puissances de l'Entente contre le chemin de fer de Bagdad : suite aux négociations de Potsdam, en novembre 1910, et à l'accord passé en août 1911, la Russie s'engage à ne pas entraver la construction du chemin de fer, tandis que l'Allemagne, en contrepartie, accepte de ne pas chercher à obtenir de concessions ferroviaires en Perse. Enfin, l'Allemagne obtient que le marché iranien reste ouvert pour l'industrie allemande selon le « principe de l'égalité de traitement pour le commerce de toutes les nations en Perse<sup>105</sup> ». Pendant ce temps, l'Allemagne s'efforce également d'obtenir un accord avec la Grande-Bretagne<sup>106</sup> pour alléger la charge financière que représente l'entreprise, mais aussi pour partager avec elle son intérêt à un renforcement de l'Empire ottoman. L'Allemagne propose entre autres que la section sud du chemin de fer à partir de Bagdad soit sous contrôle anglais<sup>107</sup>. Cependant, il reste à se mettre d'accord sur l'étendue de ce contrôle. Pour les Allemands, il est évident qu'il ne s'agit pas de la section dans son ensemble. Par ailleurs, ils veulent, de concert avec les Ottomans, que la construction soit prolongée jusqu'au Golfe persique. Enfin, les dirigeants allemands attendent de la Grande-Bretagne d'autres concessions sans lesquelles ils craignent la réaction de l'opinion publique en Allemagne. Après de longues tractations sur lesquelles nous ne pouvons nous attarder ici<sup>108</sup>, aucun accord n'est trouvé, et les négociations pour une entente à propos du chemin de fer de Bagdad échouent à nouveau, mais reprendront à partir de 1913.

L'heure est donc venue pour les Allemands de négocier directement avec les autorités ottomanes, d'autant que, comme nous l'avons vu, le moment est propice. La construction du chemin de fer avance d'ailleurs de manière satisfaisante : le 1<sup>er</sup> juillet 1911, la ligne Bulgurlu – Ulukışla est ouverte. Une convention venant s'ajouter à celle de 1903 est finalement conclue en mars 1911<sup>109</sup>. Cette fois, l'État ottoman n'est plus obligé de montrer les revenus des régions. Par ailleurs, la Société se déclare prête à céder la ligne entre Bagdad et le Golfe persique à une autre société à la condition que le capital allemand y soit représenté<sup>110</sup>. En ce sens, les Allemands laissent la voie libre aux Ottomans et aux Anglais pour négocier la

<sup>105</sup> Cité in Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, op. cit., p. 324.

<sup>106</sup> Le nouveau chancelier Bethmann-Hollweg recherche depuis 1909 une entente entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Voir Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, op. cit., pp. 287 – 291 et Mommsen, Wolfgang, *Bürgerstolz und Weltmachtstreben*, op. cit., p. 454 et suivantes.

<sup>107</sup> *Ibid.*, p. 297.

<sup>108</sup> Voir *ibid.*, pp. 297 – 307.

<sup>109</sup> Mejcher, Helmut, « Die Bagdadbahn als Instrument deutschen wirtschaftlichen Einflusses im Osmanischen Reich ». In : *Geschichte und Gesellschaft*, 1, 1975, pp. 447 – 481, ici p. 477. En novembre 1913, le chemin de fer aura atteint Iskenderun.

<sup>110</sup> Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, op. cit., p. 372.

construction de cette ligne. La Société allemande renonce également à la concession du port de Basra et à la garantie kilométrique pour la construction de la ligne entre Osmaniye et Iskenderun<sup>111</sup>.

Le fait que l'Allemagne se soit montrée prête à quelques compromis lui vaut un article très positif dans le *Servet-i Fünun* du 4 mars 1911 :

« La politique allemande, dans cette affaire qui est l'une des questions politiques et économiques les plus importantes pour les Jeunes Turcs à Istanbul, nous a sauvé avec une délicatesse extraordinaire, plus justement avec une aide sérieuse. Elle a sacrifié avec plaisir une partie de ses droits. Cette action a tant de valeur que si je consentais à l'existence de la magnanimité dans le domaine politique, je n'hésiterais pas à la qualifier de 'générosité de l'Allemagne'.

Ahmed İhsan met en évidence que la politique allemande, en reculant de quelques pas par rapport à la position qu'elle s'était assurée dans le chemin de fer, « veut dépasser ses concurrents avec plus de sécurité dans l'horizon politique de la Turquie » et qu'elle récoltera dans l'avenir les fruits de ses sacrifices.

#### *Le développement d'une politique d'influence culturelle*

Pour développer une politique d'influence culturelle, les autorités allemandes, nous l'avons vu, ont créé un journal dans le but de faire connaître et de défendre la politique allemande. Ce journal remplit ces objectifs dans la mesure où un certain nombre d'articles sont régulièrement repris par la presse turque. L'orientaliste Martin Hartmann écrit à ce propos en 1910 :

« La situation ne nous est en ce moment pas défavorable. L'Angleterre, qui entretenait au début des relations si amicales avec les Jeunes Turcs, a perdu de son influence. On est méfiants. Notre avantage consiste en ce que nous avons dans l'*Osmanischer Lloyd* un organe exceptionnel pour représenter nos intérêts<sup>112</sup>. »

Pour autant, l'influence culturelle française reste dominante et est régulièrement dénoncée par les dirigeants de la *Wilhelmstrasse* comme par les publicistes qui s'engagent pour un renforcement des relations de l'Allemagne avec l'Empire ottoman. En réalité, c'est en réaction à cette influence que les autorités allemandes décident de développer une *auswärtige Kulturpolitik*.

Dans le domaine de la politique scolaire, nous avons vu que l'Allemagne reconnaît la nécessité de développer des écoles à partir de 1906. Ces institutions doivent aider à développer la langue et la culture allemandes. Après la révolution jeune-turque, une première école destinée aux enfants autochtones est fondée à Bagdad en 1909, suivie d'autres à Alep, à Adana et à Eskişehir. Le but est de former des interlocuteurs potentiels de l'Allemagne. Ces écoles sont en partie financées par des

<sup>111</sup> Özyüksel, Murat, *Anadolu ve Bağdat Demiryolları, op. cit.*, p. 231.

<sup>112</sup> Hartmann, Martin, *Unpolitische Briefe aus der Türkei*, Leipzig, 1910, lettre du 7 septembre 1910, p. 26.

industriels. Toutefois, dans ce domaine, l'Allemagne restera jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale loin derrière la France, la Grande-Bretagne ou les États-Unis : en 1913, les Français entretiendront 508 écoles dans la « Turquie asiatique » et 23 écoles à Istanbul, tandis que les Allemands auront ouvert 49 écoles dans l'Empire et 2 dans la capitale<sup>113</sup>. À vrai dire, les autorités allemandes n'ont pas élaboré de concept clair dans ce domaine. La section pour le développement des écoles à l'étranger ne dispose pas de moyens suffisants, et apparaît plutôt comme une « solution d'urgence » que comme le résultat d'une politique clairement définie<sup>114</sup>.

Par ailleurs, les autorités turques, pour lesquelles la politique scolaire devient essentielle, se montrent de plus en plus hostiles aux écoles étrangères dans l'Empire, surtout lorsqu'elles sont confessionnelles. En septembre 1908, Ahmed Rıza avait rencontré le chancelier von Bülow à Norderney, dans le nord de l'Allemagne<sup>115</sup>, et lui avait demandé que soient construites le long du chemin de fer de Bagdad des écoles agricoles et industrielles, en insistant sur le fait qu'elles devaient être « laïques et gratuites<sup>116</sup> ». En 1911, des contacts s'établissent entre le sous-secrétaire au ministère de la Justice Mustafa Nedim et un diplomate de l'ambassade allemande. Mustafa Nedim informe ce dernier que les autorités turques ont le projet de s'adresser à des experts européens pour créer de nouvelles écoles, mais que celles-ci doivent absolument rester turques<sup>117</sup>. Développer une politique d'influence scolaire demande donc une certaine prudence de la part des autorités allemandes, qui commencent à penser qu'il est plus indiqué de travailler à développer l'enseignement de la langue allemande dans les institutions turques plutôt que de créer de nouvelles écoles. Comme nous le verrons dans la suite de ce travail, en 1913, sous le grand vizirat de Mahmud Şevket pacha, les autorités allemandes et turques évoqueront la possibilité de faire venir un conseiller allemand dans le domaine scolaire. Ce n'est toutefois que pendant la Première Guerre mondiale que ce projet se réalisera.

Pour l'heure, un certain nombre de personnalités s'engagent depuis la révolution jeune-turque pour le développement des relations entre les deux pays. Opposés aux projets de colonisation de la Ligue pangermanique, ces « impérialistes libéraux » sont persuadés que l'Allemagne a un rôle à jouer dans le monde et plus particulièrement dans l'Empire ottoman, sous la forme d'une « pénétration pacifique ». Fervents partisans du chemin de fer de Bagdad, ils partagent la conviction qu'une « pénétration culturelle » est essentielle, le premier pas à franchir étant de

<sup>113</sup> Dahlhaus, Friedrich, *Möglichkeiten und Grenzen auswärtiger Kultur- und Pressepolitik*, op. cit., p. 91.

<sup>114</sup> *Ibid.*, p. 96.

<sup>115</sup> *Die grosse Politik der europäischen Kabinette*, op. cit., vol. 25, 3.09.1908, p. 609. Au lendemain de la révolution, les unionistes Ahmed Rıza et Nâzım partent en mission rencontrer les hommes d'État européens.

<sup>116</sup> En français dans le texte.

<sup>117</sup> Gencer, Mustafa, *Modernisierung und kulturelle Interaktion*, op. cit., p. 149.



construire des écoles. En 1909, le géographe Hugo Grothe crée le *Deutsches Vorderasien Komitee*, qui réunit des publicistes, des industriels et des hommes politiques, et dont le but est d'encourager le développement du « travail culturel » à mener au Proche-Orient. Hugo Grothe a déjà effectué un certain nombre de voyages dans l'Empire ottoman et en Perse. En 1910, il fonde également une revue intitulée *Orientalisches Archiv, Zeitschrift für Kunst, Kulturgeschichte und Völkerkunde der Länder des Ostens*. Dans le numéro d'avril 1911, il note que la langue allemande fait des progrès en Turquie, en mentionnant la mise en place de cours du soir à Bagdad et de cours gratuits d'allemand pour adultes dispensés à Istanbul depuis 1909. Selon lui, ces cours connaissent un grand succès, en majorité auprès des officiers, mais aussi de fonctionnaires, de commerçants, d'enseignants et de professeurs<sup>118</sup>. À part les commerçants, précise-t-il, les Turcs y sont en majorité.

### *Les « impérialistes libéraux » et le nationalisme turc*

Parmi les « impérialistes libéraux » qui s'intéressent de près à l'Empire ottoman, Ernst Jäckh est la personnalité la plus connue. Au cours de ses nombreux voyages, il a acquis une certaine connaissance de l'Empire ottoman et est parvenu à nouer des contacts personnels avec des hommes d'État et des journalistes ottomans. Persuadé de la nécessité d'une *Weltpolitik* allemande, il travaille de concert avec les autorités allemandes de la *Wilhelmstrasse*. En ce sens, il apparaît un peu comme le pendant culturel de von der Goltz, avec lequel il est d'ailleurs en contact<sup>119</sup>. Ainsi, Goltz lui fait rencontrer Mahmud Şevket pacha, qui l'autorise à accompagner les troupes turques en Albanie au moment des révoltes de 1910. Jäckh publie à son retour un livre intitulé *Im türkischen Kriegslager durch Albanien. Bekenntnisse zur deutsch-türkischen Freundschaft* [Dans le camp militaire turc en Albanie, pour l'amitié germano-turque]. Jäckh, journaliste de formation et rédacteur en chef d'un journal local, célèbre à l'époque et parfois encore maintenant comme « l'ami des Turcs », ne fait pas mystère de ses intentions : il s'agit pour lui de lever les préjugés qui ont cours sur l'Empire ottoman en Allemagne afin de convaincre l'opinion publique du bien-fondé d'une alliance entre les deux pays qui permettrait à l'Allemagne d'exercer une influence économique et culturelle. Son ouvrage le plus connu, intitulé *Der aufsteigende Halbmond. Beiträge zur türkischen Renaissance* [Le croissant montant. Contributions à la renaissance turque], contient des notes qu'il a prises à Istanbul juste après la révolution jeune-turque, ainsi que des articles qu'il a écrit jusqu'en 1911 à propos de l'Empire ottoman.

Comme les autorités allemandes, Ernst Jäckh considère la révolution de 1908 comme étant l'œuvre de l'armée et non pas celle des « Jeunes Turcs » des boule-

<sup>118</sup> Voir aussi *ibid.*, p. 144.

<sup>119</sup> Voir en particulier Kampen, Wilhelm van, *Studien zur deutschen Türkeipolitik*, *op. cit.*, p. 281 et suivantes.

vards parisiens<sup>120</sup> » qui, affirme t-il, ont été « tout aussi surpris par la révolution que le sultan lui-même et qui cherchent maintenant à se joindre à l'état-major de la révolution turque, qui est en même temps l'armée. » Après être revenu sur l'influence militaire de l'Allemagne, il en conclut que la révolution a été rendue possible par l'esprit que les généraux prussiens ont introduit dans l'armée ottomane. Jäckh présente les Jeunes Turcs comme responsables de l'insurrection d'avril 1909 en ce qu'ils ont voulu « apporter Paris à Constantinople » et couper le peuple de sa religion. À nouveau, la patrie et la constitution ont été sauvées par l'armée, et en particulier par Mahmud Şevket pacha, qui n'est pas « un 'Jeune Turc' membre du Comité mais un 'Turc militaire jeune-turc' (*ein jungtürkischer Militärtürke*). À ce titre, il présente Mahmud Şevket pacha comme « le héros national de la nouvelle Turquie<sup>121</sup> » et comme le protecteur de la révolution jeune-turque, et en profite pour conclure que le fait que le Kaiser l'ait invité en 1909 aux manœuvres en Allemagne montre bien que « la politique allemande accorde de la valeur au fait de saluer et de sceller le résultat et la direction de la révolution turque devant le monde entier ».

Selon Jäckh, d'ailleurs, les Jeunes Turcs ont appris depuis avril la prudence et la mesure. Il note ainsi : « À la place de dictateurs civils parlementaires bien trop pressés, une dictature militaire forte et supérieure a été mise en place, qui prend soin de manière consciencieuse et prudente de la culture musulmane et de ses habitudes, et qui la renouvelle à l'aide de la technique européenne. » Mais il estime que les conflits entre l'armée et les Jeunes Turcs civils vont se poursuivre encore longtemps et note qu'heureusement, le comité a pour lui Cavid bey, qu'il présente comme étant « le plus intelligent ».

Revenant sur les différents peuples composant l'Empire ottoman, Jäckh précise que « le Turc n'est pas la Turquie » mais qu'il « paie pour la Turquie ». Mettant en valeur que les massacres perpétrés contre les Arméniens sont le fait des Kurdes et non pas des Turcs, et que le sultan porte une grande part de responsabilité, il se montre persuadé que la révolution va résoudre une fois pour toutes ces problèmes. D'ailleurs, note t-il en passant, les Arméniens des villes ont attiré la haine parce qu'ils sont riches, mais aussi parce qu'ils agissent souvent « sans scrupules », et symbolisent ainsi « l'usurier chrétien ». Cependant, ajoute t-il, il est bien évident que des milliers de « paysans arméniens travailleurs et honnêtes » ont été victimes de ces massacres, massacres qui se sont répétés en 1909 et qui à nouveau sont le fait des Kurdes. Jäckh distingue ainsi trois groupes d'Arméniens : la majorité est composée de paysans travailleurs et honnêtes, les Arméniens des villes sont des usuriers, et le troisième groupe des « desperados nihilistes et anarchistes ». Enfin, les Arméniens sont assimilés à la Grande-Bretagne. On retrouve ici les argu-

<sup>120</sup> Jäckh, Ernst, *Der aufsteigende Halbmond. Beiträge zur türkischen Renaissance*, Berlin 1911, p. 28.

<sup>121</sup> *Ibid.*, p. 177.

ments développés par un certain nombre de publicistes allemands engagés dans le renforcement des relations avec l'Empire ottoman, qui tendent à justifier les massacres perpétrés à l'encontre des Arméniens<sup>122</sup>.

Selon Jäckh, ces massacres ne sont pas dirigés contre les chrétiens. Il s'agit en réalité d'un problème économique et politique plus que religieux. Il présente en particulier les massacres d'Adana en 1909 comme étant le résultat d'une machinerie du sultan pour faire intervenir les puissances et discréditer les Jeunes Turcs. Pour autant, il estime que les Arméniens peuvent désormais se sentir en paix en Turquie, ce qui n'est pas le cas en Russie. D'ailleurs, il souligne que cela est essentiel car ils peuvent aider à l'introduction de la vie économique européenne. Concernant les relations de l'Allemagne avec les Arméniens, il met en évidence que l'Allemagne officielle s'est tenue en retrait dans sa politique turque s'appuyant sur le sultan et ajoute : « Mais nous ferons bien, étant donné la signification économique des Arméniens, de nous rapprocher de l'élite arménienne. Des Arméniens sont présents dans les ministères, le ministre du chemin de fer est en général arménien. »

Dans l'ensemble, les publicistes engagés dans le renforcement des relations de l'Allemagne avec l'Empire ottoman mettent en valeur l'importance du paysan anatolien, « ni flegmatique ni fanatique, travailleur et tenace, fiable et intelligent (...) » qui accueille volontiers les progrès apportés par la Société du chemin de fer dans le domaine agricole<sup>123</sup>. À une époque où l'Anatolie commence à être mise en valeur par les auteurs « turquistes »<sup>124</sup>, les arguments des propagandistes allemands et ceux des théoriciens d'un nationalisme turc naissant se rencontrent donc progressivement.

Jäckh n'oublie naturellement pas de revenir sur la politique allemande qui protège l'Empire ottoman, et sur les politiques des autres puissances, en particulier de l'Angleterre, qui l'exploitent. Il souligne les bienfaits du chemin de fer de Bagdad, qui permet non seulement de fournir l'Empire ottoman en armes, en marchandises et machines de toute sorte – et en ce sens de contribuer à la modernisation de l'agriculture anatolienne – mais aussi de relier la capitale ottomane aux provinces arabes, ce qui, souligne-t-il, est essentiel pour s'opposer à l'Angleterre. Enfin, il estime que malgré les déclarations des Jeunes Turcs, la Turquie va de plus en plus s'appuyer sur le panislamisme.

<sup>122</sup> Sur ce point, voir Kaiser, Hilmar, *Imperialism, Racism and Development Theories. The Construction of a Dominant Paradigm on Ottoman Armenians*, Ann Arbor, Gomidas Institute, 1998.

<sup>123</sup> Jäckh, Ernst, *Der Aufsteigende Halbmond*, op. cit., p. 119. Voir aussi Grothe, Hugo, *Die asiatische Türkei und die deutschen Interessen. Gedanken zur inneren Umgestaltung des osmanischen Reiches und zu den Zielen der deutschen Kulturpolitik*, Halle 1913. Grothe écrit ainsi à la page 7 : « So-bres et sans besoin, d'une grande droiture, travailleurs et dociles, patients jusqu'à la rési-gnation et d'une passivité dangereuse, ils constituent le matériel à partir duquel des hom-mes consciencieux et des soutiens de la puissance turque peuvent être formés ».

<sup>124</sup> Voir Arai, Masami, *Turkish Nationalism in the Young Turk Era*, Leiden, Brill, 1992, p. 36.

À vrai dire, l'ouvrage d'Ernst Jäckh, destiné à convaincre l'opinion allemande de la nécessité de la politique orientale allemande, ne présente pas d'autre intérêt que de réunir les arguments des publicistes persuadés de la nécessité pour l'Allemagne de développer une « pénétration pacifique » dans l'Empire ottoman, et plus précisément en Anatolie et en Mésopotamie. Pour ce faire, Jäckh estime nécessaire de s'appuyer sur l'armée, avec laquelle l'Allemagne a les contacts les meilleurs, et de croire dans les changements introduits par la révolution. Par ailleurs, l'Allemagne, nous dit Jäckh en substance, doit avant tout s'appuyer sur les Turcs, qui sont l'élément déterminant de la « Turquie » et qui ont pour eux la possibilité du panislamisme, une arme contre l'Angleterre. Ainsi, les communautés ne sont pas intéressantes, bien qu'elles puissent jouer un rôle économique. Parmi les personnalités importantes pour les relations entre l'Allemagne et l'Empire ottoman, Jäckh mentionne bien sûr Mahmud Şevket pacha, le nouveau ministre de la Marine Mahmud Muhtar pacha, et le ministre des Finances Cavid bey.

### *Les unionistes et l'Europe vers 1910*

Dans l'esprit des Jeunes Turcs, la révolution de juillet 1908 était censée permettre à l'Empire de gagner toute sa place au sein du concert européen. Formés à la culture européenne, les Jeunes Turcs, nous l'avons dit, avaient un rapport ambivalent à l'Europe, dénonçant la politique des puissances tout en souhaitant que l'Empire soit considéré comme l'une d'elles.

La politique de ces puissances et la série d'événements extérieurs qui font suite à la révolution viennent très vite remettre en cause les espoirs dont celle-ci avait été porteuse. Lors de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et de la proclamation par la Bulgarie de son indépendance, du problème de la Crète ou de l'affaire de l'emprunt, les unionistes ont finalement une marge de manœuvre très réduite. De toute évidence, en l'espace de quelques mois, une vive rancœur s'est développée vis-à-vis des puissances européennes.

Cette rancœur se retrouve dans les articles de la presse unioniste consacrés aux relations avec l'Europe, où la presse européenne est présentée comme étant presque systématiquement hostile à l'Empire. Pour İsmail Hakkı Babanzade par exemple, les journaux européens exagèrent « chaque petite erreur » du Gouvernement ottoman, donnent de fausses informations, jugent « nos actes les plus inoffensifs et les plus honnêtes » comme étant « criminels » et contribuent ainsi à répandre « un poison » dans l'esprit des Européens<sup>125</sup>. Dans des termes similaires, Hüseyin Cahid parle de « calomnies » (*mufteriyat*), ou de « malveillance » (*garazkârlık*)<sup>126</sup>. Dans le même article, il souligne également l'incompréhension qui règne, écrivant : « Tan-

<sup>125</sup> İsmail Hakkı, « Muhit-i Haricimiz » [Notre environnement extérieur]. In : *Tanin*, 31.01.1910, 18 kânun-i sani 1325.

<sup>126</sup> Hüseyin Cahid, « Avrupa'da Osmanlı Heyet-i Mebusası » [La commission parlementaire ottomane en Europe]. In : *Tanin*, 28.07.1909, 15 temmuz 1325.

dis que nous comprenons très bien l'Europe, l'Europe ne nous comprend pas. » Parmi les raisons de cette mésentente, il pointe le fait que les Européens qui viennent à Istanbul vivent à Beyoğlu et y fréquentent les Levantins, ces « métis de l'Orient », « de race mêlée », qu'ils prennent pour des Turcs. Comme nous l'avons vu, Ernst Jäckh est l'un de ceux qui reprennent l'idée de ce nationalisme ethnique.

Comme solutions, les deux journalistes préconisent à plusieurs reprises d'améliorer l'image de l'Empire en envoyant, comme le Japon, des délégations dans les pays européens et en encourageant la presse ottomane à mieux y défendre les intérêts de l'Empire<sup>127</sup>. Ils recommandent par ailleurs de rompre avec la politique hésitante du Gouvernement ottoman et de mettre en place une politique ferme, sans toutefois préciser en quoi elle devrait consister<sup>128</sup>. Dans le même esprit, İsmail Hakkı prône une « politique de la force, matérielle et spirituelle », précisant que la force matérielle sera atteinte par l'armée et la force spirituelle par l'union (*İttihad*).

Ces quelques exemples rencontrés dans des articles du journal *Tanin* de 1909 et 1910 témoignent de la violence symbolique présente dans les rapports avec l'Europe, violence qui risque bien de se propager à d'autres domaines. Les réactions des unionistes, préoccupés par la nécessité de redonner à l'Empire son statut de puissance, confrontés aux échecs successifs depuis la révolution et incapables de définir des choix en matière de politique étrangère, connaissent une certaine crispation à cette date, que les tensions imminentes ne vont qu'accroître.

### 3. *Réflexions ottomanes sur l'Allemagne*

« De quelque côté de la civilisation que se trouve l'Allemagne, elle n'a besoin d'envier aucune autre nation<sup>129</sup>. »

Après la révolution de juillet, l'Allemagne a été associée pendant un temps à l'ancien régime, et la crise d'octobre 1908 n'a fait que renforcer le sentiment d'hostilité vis-à-vis de cette puissance. À peine deux ans plus tard, cependant, l'Empire ottoman et l'Allemagne se sont à nouveau rapprochés. L'objet de ce chapitre est d'essayer de déterminer quels regards les intellectuels et les publicistes ottomans portent sur cette puissance après la révolution.

#### *Une première découverte de l'Allemagne : le voyage de 1911*

Ernst Jäckh concrétise son engagement pour le développement des relations entre l'Allemagne et l'Empire ottoman en organisant un voyage d'étude qui constituera dans les faits l'événement culturel le plus marquant dans les relations entre

<sup>127</sup> İsmail Hakkı, « Muhit-i Haricimiz », *op. cit.*

<sup>128</sup> Hüseyin Cahid, « Harici Mesleğimiz » [Notre doctrine extérieure]. In : *Tanin*, 12.07.1909, 29 haziran 1325.

<sup>129</sup> Ahmed İhsan, *Servet-i Fünun*, lettre du 29.06.1911 (16 haziran 1327).

l'Empire ottoman et l'Allemagne jusqu'à la Première Guerre mondiale<sup>130</sup>. Dans une lettre adressée vraisemblablement à une banque, Jäckh précise au début de l'année 1911 les buts et l'organisation du voyage :

« J'ai l'honneur, avec l'accord de Monsieur le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Son excellence von Kiderlen-Wächter, de vous faire part du projet d'inviter une commission d'étude ottomane en Allemagne et de la mener à travers l'Allemagne, comme l'Autriche-Hongrie, l'Italie, la Roumanie et la France l'ont déjà fait. Le but d'un voyage comme celui-ci est que des personnalités turques influentes reçoivent une impression authentique du travail réalisé en Allemagne, de son industrie et de son commerce, et que ces connaissances se transforment en Turquie en avantages économiques pour l'Allemagne. Tous les représentants compétents du commerce allemand et de la diplomatie allemande avec lesquels j'ai eu l'occasion de parler à Constantinople comme à Berlin se promettent de tels résultats. Le changement d'état d'esprit du ministre turc des Finances Djavid bey à la suite de son voyage l'an passé en Allemagne, dont il sous-estimait jusqu'ici la capacité de par ces préjugés que cultivent tous les politiques jeunes-turcs qui ne connaissent que Paris et la France, en est un exemple parmi d'autres. Les autorités compétentes à Berlin et à Constantinople m'ont chargé de cette mission car je bénéficie, selon elles, de leur confiance en tant que spécialiste de l'Orient du fait de mes différents voyages en Orient et de mes relations personnelles avec des hommes d'État turcs et allemands. De plus, une personnalité non officielle semble opportune.

Il est prévu d'inviter en Allemagne, au printemps de cette année, 50 Turcs, tous d'influents parlementaires, ministres, officiers et journalistes. Ces messieurs seront guidés sur les lieux de l'industrie allemande, selon des sections de travail préparées à l'avance. À la différence de la France et de l'Autriche, où ces visites ont dégénéré en fêtes de toutes sortes, nous veillerons à ce que chez nous soit mené un véritable travail<sup>131</sup>. »

L'organisation, en effet, est d'importance. Les autorités allemandes ont veillé à former des comités locaux et un comité central, qui réunit des industriels et des hommes d'affaires connus, les directeurs des banques impliquées dans l'Empire ottoman, ainsi que des journalistes et des orientalistes. Le voyage est financé par un consortium formé par plusieurs banques et le programme, très serré, se concentre sur les principaux sites industriels et sur les institutions économiques. Comme il a été dit, les milieux allemands, préoccupés par l'image de leur pays dans l'Empire ottoman, c'est-à-dire auprès de l'élite politique et intellectuelle ottomane, sont conscients de la prédominance de l'influence culturelle française. Plutôt que de rivaliser sur ce terrain, les organisateurs allemands décident d'insister sur l'aspect technologique et l'avancée industrielle de leur pays. Plus exactement, l'Allemagne choisit, à ce moment, de convaincre les Ottomans sur un plan pragmatique.

Du côté ottoman, c'est le journaliste Ahmed İhsan, qui a fait connaissance avec Ernst Jäckh en 1910 de manière fortuite, qui est chargé de l'organisation<sup>132</sup>.

<sup>130</sup> Kreiser, Klaus, « Damenbäder und Kanonengiessereien. Zur osmanischen Studienreise nach Deutschland (Juni / Juli 1911). » In : *ibid.*, *Türkische Studien in Europa*, Isis, Istanbul 1998, pp. 153-175

<sup>131</sup> AA, Das Verhältnis der Türkei zu Deutschland, 1.04.1909 – 30.04.1911, R 13747.

<sup>132</sup> Tokgöz, Ahmed İhsan, *Matbuat Hatıralarım* [Mes souvenirs de presse] (éd. : Kabacalı, Alpay), Istanbul, İletişim Yayınları, 1993

Ahmed İhsan est l'un des publicistes les plus connus et les plus actifs, directeur d'une maison d'édition, membre du comité des journalistes, proche de multiples personnalités littéraires, intellectuelles et politiques. Il a commencé sa carrière après avoir racheté les droits du *Servet gazetesi*, en fondant la célèbre revue *Servet-i Fünun* [Patrimoine des sciences] en 1891, qui devient rapidement un des organes littéraires les plus importants, très centré sur la culture française. Interdite en 1897, elle n'a plus le caractère avant-gardiste de ses débuts lorsqu'elle reparait. À l'époque qui nous intéresse, la revue s'adresse plutôt à un « grand public », avec toute la prudence nécessaire lorsque l'on parle de la presse ottomane de l'époque<sup>133</sup>. Des connaissances sur l'Allemagne, Ahmed İhsan lui-même dit ne pas en posséder beaucoup. Il a déjà effectué en 1890 un voyage en Europe dont il a publié le récit sous le titre *Avrupa'da ne gördüm* [Ce que j'ai vu en Europe]. La majorité de ce récit de 600 pages se concentre sur Paris et Londres, mais l'auteur a tout de même consacré 80 pages à l'Allemagne, où il a visité les villes de Hanovre et de Hambourg, de Francfort, de Fribourg et de Leipzig<sup>134</sup>. Ses observations se limitent la plupart du temps à des descriptions très détaillées des institutions qu'il visite, sans presque aucun commentaire personnel<sup>135</sup>.

En 1911, les membres qui participent au voyage d'étude sont des personnalités connues, fonctionnaires, commerçants, militaires, professeurs ou encore parlementaires. Un député bulgare et deux commerçants arménien et juif représentent les communautés non musulmanes<sup>136</sup>. Parmi les fonctionnaires se trouvent par exemple les directeurs de la section du commerce au ministère des Travaux Publics, de la section de l'industrie au ministère de l'Économie, ou encore de l'administration des Postes et du Télégraphe. Quelques militaires prennent également part au voyage. Hüseyin Cahid, le journaliste du *Tanin* qui a si souvent critiqué la politique allemande, y est également convié. Il est présenté par le ministère des Affaires étrangères comme « le publiciste le meilleur et le plus influent de la Turquie<sup>137</sup> », qui aurait montré « une forte sympathie pour l'Allemagne depuis l'accord de l'emprunt ». Le journaliste et caricaturiste Salah Cimcoz, ainsi que İsmail Hakkı Müştak [Mayakon]<sup>138</sup> et Ahmed Hikmet<sup>139</sup> sont également invités. Ahmed İhsan,

<sup>133</sup> Voir Kreiser, Klaus, « *Servet-i Fünun* und seine Leser im Spiegel der tausendsten Nummer (1910) » In : Herzog, Christoph (éd.), *Presse und Öffentlichkeit im Nahen Osten*, Heidelberg, Heidelberger Orientverlag, 1995, pp. 93 – 99. Nous avons été particulièrement attentives à cette revue qui présente l'avantage d'être parue sur de longues années (et en particulier sur toute notre période).

<sup>134</sup> Voir Böer, Ingeborg (dir.), *Türken in Berlin 1871 – 1945, Eine Metropole in den Erinnerungen osmanischer und türkischer Zeitzeugen*, Berlin, Walter de Gruyter, 2002, p. 43 et suivantes.

<sup>135</sup> *Ibid.*

<sup>136</sup> Voir la liste exacte fournie par Klaus Kreiser in : « Damenbäder und Kanonengiessereien. Zur osmanischen Studienreise nach Deutschland (Juni / Juli 1911). », *op. cit.*, pp. 104 – 110.

<sup>137</sup> *Ibid.*

<sup>138</sup> İsmail Hakkı Müştak Mayakon, secrétaire général du Sénat, est un écrivain et un journaliste célèbre.



Hüseyin Cahid et Süleyman Numan<sup>140</sup> font partie du « noyau dur », l'officier Muhiiddin et le député d'Izmir Ahmed Müfid sont également invités lors de la visite au *Kaiser*. Pour faire le parallèle avec la nomination de von der Goltz comme président d'honneur du comité allemand, Ahmed İhsan fait part de la nomination de Gazi Muhtar pacha<sup>141</sup>, « le plus estimé et le plus honoré des militaires ».

Durant le voyage, Ahmed İhsan envoie au *Servet-i Fünun* des lettres qui constituent une source intéressante pour appréhender le regard ottoman sur l'Allemagne<sup>142</sup>. Dans la première, datée du 22 juin 1911, il relate le départ et revient sur l'engagement d'Ernst Jäckh en faveur des relations entre l'Empire ottoman et l'Allemagne et sur ses publications « bienveillantes ». Il cite ainsi *Der aufsteigende Mond* (qu'il traduit par *Tulu Helal*), à propos duquel il écrit qu'il constitue une réponse « gracieuse » (*nazikâne*) à un ouvrage paru « en Europe » intitulé *Sukut Helal*<sup>143</sup>, « dirigé contre nous » et ajoute : « Après avoir loué la pureté des sentiments des vrais Ottomans, ainsi que la simplicité de leur vie et la grandeur de leur morale, le docteur Jäckh démontre que la Turquie, avec une administration sage et avisée, atteindra toutes sortes de progrès et que les musulmans sont l'élément le plus important et le plus complet pour mener à bien ces progrès en Turquie ». Il nous paraît improbable qu'Ahmed İhsan, qui ne connaît pas l'allemand à cette date, ait lu l'ouvrage en question qui n'est pas traduit en ottoman. Plus vraisemblablement, Jäckh a expliqué au journaliste l'objet de ce livre en insistant sur le rôle que les musulmans auront à jouer dans la modernisation de l'Empire ottoman.

Dans ses lettres, Ahmed İhsan décrit avec force détails la plupart des étapes, de Berlin à Munich en passant par Kiel et Stuttgart. La plupart de ses textes expliquent de manière technique les sites industriels allemands. Parallèlement, son admiration pour le développement industriel et économique de l'Allemagne est entière. La visite de Berlin le ravit, et il avoue ne pas trouver les mots pour exprimer ce qu'il ressent<sup>144</sup>. Il juge les rues, les magasins, les bâtiments plus propres et plus élégants que dans les autres capitales. À cela il ajoute : « Les vues que nous avons devant nous manquent peut-être de valeur historique et naturelle. Mais nous marchons en examinant l'industrie et l'économie ». Ainsi, pour Ahmed İhsan, l'intérêt

<sup>139</sup> Ahmed Hikmet [Müftüoğlu] est à cette date directeur de la section commerce au ministère des Affaires étrangères. Il écrira par la suite plusieurs articles sur l'Allemagne (voir l'annexe biographique).

<sup>140</sup> Süleyman Numan, qui a étudié en Allemagne, est officier et professeur de médecine. Il est l'un des seuls à parler couramment l'allemand.

<sup>141</sup> Ahmed Muhtar pacha est le père de Mahmud Muhtar. Il a reçu son titre de Gazi lors de la guerre russo-turque de 1877. Il est nommé sénateur après la révolution jeune-turque puis deviendra grand vizir en 1912.

<sup>142</sup> *Servet-i Fünun*, 22.06.1911 – 28.09.1911 (9 haziran 1327 – 15 eylül 1327). En plus des récits du rédacteur en chef, la revue publie plusieurs photos du voyage.

<sup>143</sup> Il s'agit certainement d'un ouvrage écrit par Ular, Alexander ; Insabato, Enrico, *Der erlöschende Halbmond, türkische Enthüllungen*, Frankfurt / Main, 1909.

<sup>144</sup> *Servet-i Fünun*, 29.06.1911 (16 haziran 1327).

de Berlin ne réside pas dans sa beauté historique mais bien dans son développement économique. Car la force de l'Allemagne, pointe-t-il, réside dans son économie : « Nous connaissions seulement les progrès militaires de cette nation, mais l'on voit que les progrès militaires des Allemands sont le résultat et la conséquence de progrès économiques. » Dans cette perspective, il précise qu'il aimerait écrire un ouvrage sur ce sujet, non pas sous forme d'un guide de voyage, mais sous l'angle économique et industriel :

« Et à ce moment vous comprendrez que les Allemands, à force d'effort et de travail, d'honneur et de persévérance, de courage et d'initiative, ont réalisé de telles merveilles et de tels miracles qu'en conséquence ils ont atteint et dépassé les nations les plus anciennes et les plus avancées du monde dans les domaines de l'industrie ainsi que dans le combat économique, et qu'ils ont atteint grâce à leurs forces navales une position qui leur permet de ne craindre personne. »

À Kiel, Ahmed İhsan revient à nouveau sur les fausses représentations qui règnent sur l'Allemagne dans l'Empire ottoman :

« Juger à partir de rumeurs, sans voir et sans comprendre la nation civilisée dans son propre milieu et dans son aspect général, et sans faire de comparaison, est une grosse erreur ; ainsi, il y a dans notre pays une fausse estimation de l'Allemagne, nous considérons en général l'Allemagne seulement comme un pays militaire ; lorsque l'on parle de l'Allemagne, il ne nous vient à l'esprit que le canon, le fusil et le sabre. Cependant, ceux qui participent à ce voyage ont compris qu'il en était autrement. L'Allemagne protège sa force militaire dans le cadre de la paix et de l'honneur pour assurer ses progrès économiques<sup>145</sup>. »

La visite de Dresde et de ses sites industriels, puis la réception à l'hôtel de ville, un bâtiment tout juste construit, font dire à Ahmed İhsan lors d'un discours (dont il prend soin de préciser qu'il exprime le sentiment de tous ses amis présents) : « Oui, concernant l'industrie et le commerce, nous nous trouvons encore dans l'enfance. Si nous voulons atteindre la civilisation, nous devons beaucoup travailler, faire beaucoup d'efforts »

À Brème, Ahmed İhsan souligne l'intérêt du voyage pour l'Empire ottoman :

« Le patriote qui désire des progrès pour son pays doit voir ces activités de l'Occident. Il doit en particulier voir l'élargissement économique que l'Allemagne a réalisé ces vingt dernières années – au moins à vol d'oiseau –, et les usines, le chemin de fer, les canaux, les ports et les moyens en général qui sont la source de ces progrès. Si nous ne voyons pas cette évolution industrielle et économique, alors nous ne comprendrons pas notre propre place et nous ne parviendrons pas à comprendre ce dont nous avons besoin pour prendre place parmi les nations achevées. »

Un peu plus loin, il ajoute :

« (...) Ma satisfaction vient de ce que nous avons commencé à faire se connaître l'Orient et l'Occident. Il faut répéter souvent de tels contacts pour que les croyances er-

<sup>145</sup> *Servet-i Fünun*, 6.07.1911 (23 haziran 1327).

ronées disparaissent, sachons que leur économie tient une haute place, et qu'ils soient, eux, informés de la pureté de nos sentiments<sup>146</sup>. »

Les voyageurs ottomans ont par ailleurs l'occasion de rencontrer le Comte de Zeppelin à Constance et d'effectuer un voyage en ballon. Ahmed İhsan, une fois de plus, se montre très enthousiaste, estimant même que cette journée est la plus intéressante du voyage<sup>147</sup>.

Le voyage fait également l'objet d'un article dans le *Resimli Kitab*<sup>148</sup>. Les jugements que porte le journaliste sur les endroits qu'il visite ne diffèrent pas beaucoup de ceux d'Ahmed İhsan. Il se réfère néanmoins plus souvent que ce dernier à la France. Il précise par exemple qu'à leur arrivée à Berlin, les voyageurs ottomans ont été accueillis par von der Goltz qui, après les avoir salués, a attiré leur attention sur le fait que les discours ne devaient être tenus qu'en allemand ou en turc. L'auteur de l'article ajoute cependant que par la suite la plupart des allocutions des personnalités allemandes comme ottomanes ont été tenues en français, et que le guide qui leur a fait visiter Berlin parlait en français. Il estime que Berlin, sur le plan de « l'élégance » (*zarafet*) ne peut rivaliser avec Paris ou même avec Vienne, mais que la ville « dépasse toutes les autres » sur le plan de la largesse des rues, de la propreté et de l'abondance des lumières. Il s'attarde aussi sur l'organisation du trafic et le fait qu'il n'y a pas à Berlin une foule aussi dense qu'à Paris, et décrit avec admiration les parterres de fleurs dans les rues de la capitale allemande : « De quel côté que l'on regarde, on ne voit que l'ordre et la propreté » (*intizâm ve tabaret*). Par ailleurs, il note qu'à Cologne, les Allemands parlent volontiers le français, et rapporte une conversation avec l'un des hôtes, dans laquelle celui-ci est revenu avec admiration sur l'influence de Napoléon avant de conclure que seule l'unité de l'Allemagne a permis aux habitants de Cologne de se sentir vraiment allemands. La conclusion de l'auteur est intéressante : après avoir exprimé son étonnement, il souligne que plutôt que de recourir à des moyens spéciaux (*vesait-i fevkaladeye*) pour assurer l'union des différentes nations de l'Empire ottoman, il serait plus indiqué de travailler au progrès du pays, de faciliter le commerce et d'assurer le bien-être de chacun.

Pour les autorités allemandes, le but de ce voyage était surtout de mettre fin aux préjugés qui avaient cours sur l'Allemagne dans l'Empire ottoman et de montrer que l'Allemagne était avant tout une puissance économique et industrielle. Il reste difficile de déterminer ce qu'a véritablement signifié ce voyage pour les participants ottomans. Incontestablement, ceux-ci ont découvert le pays et le voyage a changé leur représentation de l'Allemagne. Il est évident que les invités présents, tous intimement persuadés de la nécessité de moderniser l'Empire, sont impressionnés. Plus encore, le fait que l'Allemagne soit une puissance « nouvelle » par

<sup>146</sup> *Servet-i Fünun*, 13.07.1911 (30 haziran 1327).

<sup>147</sup> *Servet-i Fünun*, 3.08.1911 (21 Temmuz 1327).

<sup>148</sup> Giridi-Zade : « Son Almanya seyahatına bir nazar-ı umumi ». In : *Resimli Kitab*, septembre 1911, n° 32, cité aussi par Klaus Kreiser.

rapport à l'Angleterre et à la France, et qu'elle ait réussi à se mettre au même niveau que ces dernières, est un *leitmotiv* des commentaires ottomans. Ainsi, presque aucun site culturel n'a été visité, et l'Allemagne apparaît comme ne devant son avancée économique et industrielle qu'à sa seule force de travail. Ahmed İhsan insiste particulièrement sur l'importance des progrès économiques qu'il pointe comme étant la condition de l'accès à la civilisation. Pour autant, si les journalistes ottomans qui ont pris part au voyage s'accordent à souligner la réussite allemande, aucun n'aborde la question d'un modèle allemand pour l'Empire ottoman.

Cette pratique du voyage d'étude, ainsi que la manière dont les voyageurs ottomans se laissent guider d'un site industriel à un autre et se font volontiers l'écho des progrès technologiques de l'Allemagne, peut étonner. Il est cependant intéressant de noter qu'en France, à la même époque, l'Allemagne suscite aussi l'admiration sur le plan industriel et technologique<sup>149</sup> et que des voyages d'étude y sont également organisés – sans prendre certainement la même ampleur que le voyage ottoman. Mais en 1909, Victor Cambon, dans son livre intitulé *L'Allemagne au travail*, a mis en garde les Français :

« L'été dernier, les représentants d'une grande industrie française organisèrent une caravane vers une ville allemande où fleurit une industrie similaire. Ils partirent au nombre de cent cinquante, donnant à cette mobilisation le nom malencontreux de Voyage d'étude. (...) Les journaux parlèrent à l'envi, copieusement, du Voyage d'étude des aimables concurrents français, si bien qu'il suffit aux commis voyageurs allemands d'emporter ces gazettes dans leur valise pour convaincre leur clientèle mondiale que les Français viennent apprendre chez eux cette industrie ; ils ne s'en firent pas faute. Et pourtant il s'agissait d'une production où l'Allemagne n'a pas d'avance sur nous<sup>150</sup>. »

Les voyages d'étude sont donc courants et si les Français sont en train de percevoir la réussite allemande comme une menace, les Ottomans, eux, la découvrent. En 1914, l'ouvrage de Cambon fera l'objet d'une série d'articles dans la revue *İctihad*, sur lesquels nous reviendrons.

La guerre de Tripolitaine, qui éclate en septembre, fait rapidement oublier les bons échos qu'a recueillis ce voyage dans l'Empire ottoman : l'Allemagne est à nouveau violemment critiquée pour son alliance avec l'Italie. Cependant, Ahmed İhsan, particulièrement, suivra avec attention ce qui se passe en Allemagne. Il restera en contact avec Ernst Jäckh, à propos notamment du projet de construction d'une école d'enseignement supérieur, qui toutefois n'aboutira pas<sup>151</sup>. Il interviendra auprès des autorités allemandes en 1912 pour faire étudier son gendre et sa fille à Hambourg<sup>152</sup>. Après la Première Guerre mondiale, il vivra trois ans en

<sup>149</sup> Nous reviendrons un peu plus loin dans ce travail sur l'influence des représentations françaises de l'Allemagne sur les publicistes et les intellectuels ottomans.

<sup>150</sup> Cambon, Victor, *L'Allemagne au travail*, Paris 1909, p. VII de la préface.

<sup>151</sup> Voir Kloosterhuis, Jürgen, *Friedliche Imperialisten*, op. cit., et Gencer, Mustafa, *Modernisierung und kulturelle Interaktion*, op. cit., p. 175 et suivantes.

<sup>152</sup> AA, Entsendung türkischer Offiziere nach Deutschland 1911-1916, Konstantinopel 139, 8.11.1912.

Allemagne. Le *Servet-i Fünun*, qui continuera de paraître durant la période républicaine, publiera régulièrement des articles concernant l'Allemagne, et Ahmed İhsan évoquera même à nouveau le voyage dans sa revue en 1928<sup>153</sup>. Par ailleurs, il nous semble que les autorités allemandes ont atteint en partie le but qu'elles s'étaient fixées : ainsi, un article de l'*İkdam* reviendra après la guerre de Tripolitaine sur l'Allemagne en soulignant que ce pays

« (...) n'est plus aujourd'hui un État uniquement militaire. Il est un État bien ordonné et qui se distingue dans tous les domaines de l'activité humaine. Les membres de la commission d'étude turque qui ont voyagé en Allemagne il y a quelques mois ont pu s'en persuader de leurs propres yeux. L'Allemagne investit tout son argent dans des entreprises industrielles, sa production et son influence augmentent d'année en année et s'étendent en dehors du Reich<sup>154</sup>. »

Pour l'heure, la presse étrangère, et française en particulier, ne voit évidemment pas d'un bon œil l'initiative allemande. Dans le *Servet-i Fünun* du 14 septembre 1911, dans un article intitulé « De l'autre côté du pont, un cas psychologique étrange<sup>155</sup> », Ahmed İhsan revient sur plusieurs articles parus dans le journal français *Stamboul* qui critiquent les récits de son voyage en Allemagne. Après avoir réaffirmé son admiration pour l'Allemagne, mais aussi pour la France, il attaque le journal sur son propre terrain en le qualifiant de « levantin », ce qui, ajoute-t-il, n'a rien à voir avec l'éducation et la civilisation française. Pour lui, les Levantins sont ces « *Frenk* » qui vivent à Beyoğlu, - d'où le titre de l'article : « de l'autre côté du pont », les bureaux du *Servet-i Fünun* se trouvant face à la Sublime Porte - et ne pensent qu'à s'enrichir. Ce sont eux également qui, selon lui, ont contribué au temps d'Abdülhamid à élargir le fossé entre l'Occident et l'Orient. Ainsi, dit-il, « Ahmed İhsan, le *Servet-i Fünun*, et même toute la presse ottomane n'ont pas besoin des explications levantines pour connaître et aimer la France ».

### *La formation d'étudiants ottomans en Allemagne*

L'envoi d'étudiants en Europe n'est pas une chose nouvelle. Depuis les *Tanzimât*, les dirigeants ottomans sont dans l'ensemble persuadés que la modernisation du pays passe par la formation à l'européenne d'une élite. Comme nous l'avons dit, l'Allemagne, avant la révolution, exerce une influence dans le domaine médical, qui se poursuit après 1908. Mahmud Şevket pacha, notamment, envoie en 1910 un groupe d'officiers médecins, pharmaciens, chimistes et vétérinaires étudier à l'Académie militaire de médecine de Berlin. Parmi eux, İbrahim Refik [Saydam] sera le premier titulaire du portefeuille de ministre de la Santé sous la République

<sup>153</sup> Par contre, il le traite de manière très rapide dans ses mémoires.

<sup>154</sup> AA, Die türkische Presse, Juli 1911 – November 1912, R 13901, article du 29.10.1911.

<sup>155</sup> *Servet-i Fünun*, 14.09.1911 (1 eylül 1327), « Köprü'nün öbür tarafında. Garib bir halet-i ruhiye ».

turque, puis deviendra premier ministre entre 1939 et 1942<sup>156</sup>. Indépendamment de ce groupe, d'autres étudiants partent se former en Allemagne, ainsi de Mazhar Osman Uzman<sup>157</sup> qui étudie à Munich et à Berlin après la révolution jeune-turque et qui deviendra par la suite le spécialiste de la psychiatrie turque. À Istanbul, le directeur de l'hôpital de Gülhane, Julius Wieting, qui a succédé à Robert Rieder pacha, continue de former un grand nombre de médecins. Des ouvrages médicaux allemands sont traduits, mais ce sont les ouvrages français qui continuent en majorité d'être lus<sup>158</sup>.

Durant la période constitutionnelle, quelques étudiants sont également envoyés avec une bourse d'État en Allemagne étudier la pédagogie, la psychologie ou la sociologie<sup>159</sup>. Certains d'entre eux deviendront des personnalités connues sous la période kémaliste, comme Ali Haydar [Taner]<sup>160</sup>, Raşid Öymen [Hıfzırâhman]<sup>161</sup> ou Cevat Dursunoğlu<sup>162</sup>. Il reste cependant difficile de savoir si le gouvernement ottoman a décidé à cette époque d'envoyer plus d'étudiants en Allemagne, et si l'intérêt pour la pédagogie allemande s'est accru à ce moment-là. La *Tedrisat Mecmuası* [Revue de l'éducation] publie en 1910 un article signé de Ali Nusret et intitulé « l'enseignement de l'orthographe en Allemagne », qui met en valeur que les écoles primaires allemandes sont meilleures que les françaises, et qu'il relève du devoir patriotique d'adapter avec sérieux leurs méthodes de pédagogie. Est-ce là un avis isolé, ou bien des réflexions sont-elles déjà engagées à ce sujet ? Pour le moment, nous ne disposons pas de suffisamment d'éléments pour répondre à ces questions.

Au final, l'Allemagne n'est encore que rarement la destination première des étudiants ottomans, sauf peut-être dans le domaine de la médecine. Mais en général, ils préfèrent se rendre en France, en Suisse ou en Autriche.

<sup>156</sup> Nuran, Yıldırım, « Le rôle des médecins turcs », *op. cit.*, pp. 155 – 156.

<sup>157</sup> Ibid. Nuran souligne que Mazhar Osman Uzman est devenu une légende en Turquie. Dans le domaine de la psychiatrie, İhsan Şüknü Aksel a également été formé en Allemagne et deviendra professeur en 1946. Voir aussi Turan, Kemal, *Türk – Alman Eğitim İlişkilerinin Tarihi Gelişimi*, Istanbul, Ayışığı kitapları, 2000, p. 142.

<sup>158</sup> *Die Welt des Islams*, vol. 4, 1916, p. 71.

<sup>159</sup> Turan, Kemal, *Türk – Alman Eğitim, op. cit.*, p. 129.

<sup>160</sup> Ali Haydar [Taner] a étudié la psychologie et la pédagogie à l'Université de Jena. Pendant la Première Guerre mondiale, il sera inspecteur des étudiants turcs en Allemagne. Il deviendra notamment sous-secrétaire du Ministère de l'Éducation en 1927.

<sup>161</sup> Raşid Öymen [Hıfzırâhman] a étudié la pédagogie en Allemagne et en Autriche. Il traduira un ouvrage du célèbre pédagogue allemand Georg Kerschensteiner sous la période kémaliste.

<sup>162</sup> Cevat [Dursunoğlu] a étudié la sociologie et la pédagogie à Berlin et à Jena. Il sera directeur de l'enseignement supérieur au ministère de l'Éducation après la Guerre.

*La politique musulmane de l'Allemagne vue par un intellectuel turc*

Certains intellectuels ottomans ont le sentiment que l'Allemagne s'avère être la seule puissance dont les intérêts convergent avec ceux de l'Empire. C'est en tout cas le point de vue que défend, dans la revue hebdomadaire *Sırat-ı Müstakim*<sup>163</sup>, Yusuf Akçura, qui publie une série d'articles intitulés « l'Allemagne, l'Angleterre et le monde musulman » en août 1910, au moment donc où l'Allemagne redevient, dans la politique ottomane, une puissance qui peut jouer un rôle pour l'Empire.

Yusuf Akçura est un intellectuel turc venu de Russie après la révolution jeune-turque, qui, par ses écrits et ses activités<sup>164</sup>, a contribué à introduire et à développer l'idée de nationalisme dans l'Empire ottoman<sup>165</sup>. Intéressé en général par le sort de l'Empire, il réfléchit entre autres depuis longtemps à la « question d'Orient », qu'il aborde de manière originale pour l'époque, en prenant notamment en considération l'aspect économique<sup>166</sup>.

Pour l'auteur, la rivalité entre l'Allemagne et l'Angleterre constitue le problème principal de l'État ottoman et du monde musulman. Sa vision de la situation internationale est sans appel : l'Empire est divisé depuis longtemps en zones d'influence entre la Grande-Bretagne, la France et la Russie. Situant la politique allemande dans ce contexte, il n'hésite pas à mettre en valeur le calcul du Reich, qualifiant de programme « bien pensé » l'initiative du chemin de fer dont l'objectif est de lever « l'immense obstacle » séparant l'Europe de l'Inde. Si les buts de l'Allemagne sont donc aussi impérialistes que ceux des autres puissances, la différence, précise Akçura, réside dans le fait que l'Allemagne ne peut pas s'emparer de la Turquie asiatique comme les Anglais l'ont fait en Égypte et les Français en Algérie et en Tunisie et qu'au contraire, ils ont besoin d'un État ottoman fort pour mener à bien leur programme, ce qui les amène à devoir défendre l'intégrité de l'Empire et à s'opposer à l'Angleterre.

Mais le coup le plus dur que l'Allemagne a porté à la Grande-Bretagne est, selon Akçura, le fait que, le chemin de fer reliant les pays musulmans au califat, les Allemands se sont attiré la sympathie des musulmans. Le monde musulman, endormi depuis des années, a regagné des forces. En effet, note-t-il dans un long développement, la grande erreur des puissances européennes a été qu'elles n'ont ja-

<sup>163</sup> Cette revue a deux « histoires idéologiques ». Elle paraît à partir de septembre 1908. Dans les années 1910, elle place le panturquisme au centre, défend la vision selon laquelle l'Islam est compatible avec un régime constitutionnel, et critique l'impérialisme des puissances occidentales. Par la suite, sous le nom de *Şebiliürreşad*, elle prend parti contre le panturquisme et pour l'ottomanisme.

<sup>164</sup> Il contribue notamment à fonder l'association le Foyer turc en 1912 et dirige la revue *Türk Yurdu* dès sa création fin 1911. Cependant, il s'oppose rapidement à la politique des Jeunes Turcs et ne fera jamais partie du CUP. Voir Georgeon, François, *Aux origines du nationalisme turc. Yusuf Akçura (1876 – 1935)*, Paris, Editions ADPF, 1980.

<sup>165</sup> Sur le « turquisme » ou le « panturquisme », voir aussi Landau, Jacob M., *Pan-Turkism. From Irredentism to Cooperation*, Bloomington, Indiana University Press, 1995 (1<sup>ère</sup> éd. 1981).

<sup>166</sup> Georgeon, François, *Aux origines*, op. cit., p. 20.



mais veillé à s'attirer la sympathie des musulmans, qu'elles ont méprisés et traités comme étant inférieurs. C'est ce qu'ont compris les Allemands, qui n'ont pas hésité à les traiter comme des égaux, affirmant qu'ils avaient autant de droits qu'un Français ou un Anglais. Akçura est donc d'avis que pour les pays musulmans qui ont perdu leur indépendance et qui veulent la retrouver, l'Allemagne peut jouer un grand rôle.

Dans le troisième article de la série que Yusuf Akçura publie dans le *Strat-i Mîstakim* (le deuxième article est consacré à la politique anglaise dans l'Empire ottoman), l'auteur montre que l'idée de nation constitue le facteur historique le plus important du dix-neuvième siècle. Le principe national a affaibli l'Empire ottoman et l'a divisé, notamment parce qu'en Orient l'idée de nation a trouvé son soutien le plus sûr dans les conflits religieux. Ainsi, souligne-t-il, le fanatisme religieux a constitué l'arme la plus fiable de l'indépendance nationale. Cependant, montre l'auteur, l'idée nationale, qui était en Europe dirigée contre l'intégrité de l'Empire ottoman, a eu l'effet contraire en Asie : elle a même servi à enraciner le sultanat et à le renforcer. Si l'on ne peut louer les hommes politiques de la période antérieure, précise-t-il, il faut leur reconnaître le fait qu'ils avaient pour priorité l'Orient, préférant « l'Asie à l'Europe, le califat au sultanat ».

La première conséquence de cette préférence a été que dans l'histoire politique, l'État ottoman s'est détourné de l'amitié anglaise pour l'amitié allemande. Yusuf Akçura note à ce titre que l'intérêt de la Grande-Bretagne est que l'Empire ottoman s'occupe de ses provinces de Roumélie, des Détroits, des frontières caucasiennes. Ainsi, montre-t-il, dès que le gouvernement ottoman se concentre sur les provinces arabes, et en particulier sur la région du canal de Suez, la Grande-Bretagne s'efforce tout de suite d'attirer son attention sur les provinces européennes.

Akçura estime que l'Allemagne a défendu « avec sérieux » les intérêts ottomans dans les événements arméniens, la question de la Crète et les affaires de Macédoine. Revenant sur la situation à la veille de la révolution, il écrit que la politique allemande a gêné la tranquillité de la Grande-Bretagne en Orient, d'autant que l'amitié entre le sultan et le Kaiser s'était renforcée et que cette amitié, « en ouvrant aux Allemands le chemin de l'Anatolie et de Bagdad, avait laissé à l'influence allemande un large territoire s'étendant de Hambourg à Basra ». À ce moment, poursuit Akçura, ce n'est plus la Russie qui représente une menace pour la Grande-Bretagne, mais bien l'Allemagne. Au moment où le roi d'Angleterre et l'empereur russe se mettent d'accord sur le partage futur de l'Orient, la constitution est rétablie dans l'Empire ottoman, ce qui amoindrit l'importance de la rencontre de Reval. Si au début la priorité a été donnée à l'amitié avec la Grande-Bretagne, le parti à l'origine de la révolution s'est vite rendu compte des limites de la politique anglaise et a commencé à critiquer la politique anglophile de Kâmil pacha. Yusuf Akçura met en évidence le poids « des contraintes de l'Histoire » (*İlcaat-ı tarihiye*), qui font que l'Empire ottoman se retrouve dans la même situa-

tion qu'avant la rencontre de Reval. Son article s'achève sur la mise en valeur du fait que le grand vizir estime désormais nécessaire « de connaître de plus près les milieux politiques et financiers berlinois », au moment donc où les dirigeants ottomans cherchent à obtenir un emprunt.

Yusuf Akçura a déjà pris parti pour une alliance de l'Empire ottoman avec l'Allemagne au lendemain de la révolution jeune-turque dans un article paru dans la revue *İctihad* du Caire en 1909, dans lequel il soulignait les mérites de la politique étrangère du sultan Abdülhamid, fondée sur l'amitié avec l'Allemagne<sup>167</sup>.

Il ne prend d'ailleurs pas seulement parti pour un rapprochement politique entre l'Empire ottoman et l'Allemagne mais s'intéresse aussi de près à la culture allemande. Dans l'un de ses articles majeurs intitulé *Les Trois systèmes politiques*, écrit en 1903 et republié en 1911, qui porte sur la question de l'ottomanisme, du panislamisme et du panturquisme, la définition qu'il livre de la nationalité rappelle les conceptions nationales allemandes ou slaves<sup>168</sup>. D'autre part, il se montre critique à l'égard des conceptions politiques de la France, et oppose la culture française, « légère et déclamatoire », à la solidité de la culture allemande, qu'il juge plus utile pour les Turcs. D'ailleurs, il apprendra l'allemand pour approfondir les théories nationales<sup>169</sup>.

Cet intérêt politique et culturel de Yusuf Akçura pour l'Allemagne reste dans les années 1910 peu partagé par les autres intellectuels ottomans. Cependant, les prises de position qu'il défend vont peu à peu connaître une certaine résonance. Par ailleurs, ses arguments concernant le bien-fondé du chemin de fer de Bagdad annoncent ceux d'un autre intellectuel panturquiste, Tekin Alp, comme nous allons le voir dans la suite de travail. En ce sens, une entreprise symbolisant *a priori* les buts impérialistes de l'Allemagne est revendiquée par les théoriciens du nationalisme turc comme étant bénéfique pour l'Empire ottoman. Par ailleurs, même si les unionistes, officiellement, suivent comme ligne directrice l'ottomanisme et considèrent le panislamisme comme une idée réactionnaire associée à Abdülhamid II, il semble que le CUP ait encouragé à partir des années 1910 une propagande panislamique à des fins politiques<sup>170</sup>.

Mais il est nécessaire de rappeler que pour le moment, les Jeunes Turcs, officiellement du moins, ne voient pas d'un bon œil la politique islamique de l'Allemagne. Au moment de la guerre de Tripolitaine, dans le *Tanin* du 28 septembre 1911, Hüseyin Cahid accusera l'*Osmanischer Lloyd* de vouloir utiliser le panislamisme

<sup>167</sup> Georgeon, François, *Aux origines*, op. cit., p. 77.

<sup>168</sup> Akçura cite à ce titre Şemseddin Sami, Necib Asım, Veled Celebi, Mehmed Emin et Hasan Tahsin, qui écrivent dans l'*İkdam* (*Trois Systèmes politiques*, cité in : Georgeon, François, *Aux origines*, op. cit., p. 98).

<sup>169</sup> Georgeon, François, *Aux origines*, op. cit., p. 26.

<sup>170</sup> Landau, Jacob M., *The Politics of Pan-Islam. Ideology and Organization*, Oxford, Clarendon Press, 1990, pp. 87 – 88.

comme une arme contre les puissances de l'Entente et demandera au journal allemand de mettre fin à ce comportement, jugé contraire à l'ottomanisme<sup>171</sup>.

Il faut noter également que les articles de Yusuf Akçura paraissent en août 1910<sup>172</sup>, alors que l'Allemagne et la Russie n'ont pas encore signé les accords de Potsdam de novembre 1910, par lesquels l'Allemagne reconnaît à la Russie une zone d'influence au Nord de l'Iran, tandis que la Russie s'engage à ne pas entraver l'avancée du chemin de fer de Bagdad. Ces accords inquiètent sérieusement les Ottomans, qui redoutent un revirement de la politique « bienveillante » de l'Allemagne. Par ailleurs, la neutralité qu'elle affiche lors de la guerre de Tripolitaine<sup>173</sup> est durement ressentie par les intellectuels qui avaient jusque-là espéré que l'Allemagne pourrait jouer un rôle pour le monde musulman.

### *Connaître l'Allemagne : une nécessité ?*

Après la révolution jeune-turque, l'Allemagne ne constitue pas un sujet d'étude privilégié, et la culture allemande reste très peu connue. La consultation d'une revue telle que *Resimli Kitab* par exemple, qui réunit des articles politiques et culturels, montre combien sont rares les articles ayant trait à l'Allemagne à cette période. Ici et là, des auteurs préoccupés par l'identité turque s'intéressent au développement de la Prusse<sup>174</sup> ou citent l'Allemagne – en même temps que le Japon – comme exemple de pays qui ont su dépasser les nations développées sans pour autant les imiter<sup>175</sup>. Mais à vrai dire, seuls quelques intellectuels commencent à insister sur la nécessité de connaître l'Allemagne.

Pour ce faire, ils ont notamment recours à des études françaises sur l'Allemagne, dont le nombre se multiplie depuis le tournant du siècle<sup>176</sup>. L'influence du point de vue français nécessite de revenir rapidement sur les représentations françaises de l'Allemagne : sur le plan politique, l'opinion française, dans les années 1900 – 1910, est attentive aux ambitions des pangermanistes. La crainte de l'Allemagne, assoupie pendant quelque dix ans, resurgit sous d'autres formes. Ce sentiment français d'une menace allemande influence sans nul doute les Ottomans. Comme nous l'avons vu, les journalistes jeunes-turcs, lors de la crise d'octobre 1908, ont été nombreux à avancer des arguments qui rappelaient ceux de la presse française.

<sup>171</sup> Voir Ahmad, Feroz, *The Young Turks*, op. cit., p. 94 – 95 et Oğuz, Burhan, *Yüzyıllar Boyunca Alman Gerçeği*, İstanbul, Can Matbaa, p. 262.

<sup>172</sup> Akçura, Yusuf, « Almanya, İngiltere ve Alem-i İslam ». In : *Sırat-ı Müstakim*, août 1910.

<sup>173</sup> Voir le chapitre suivant.

<sup>174</sup> Comme par exemple un article paru à la fin de l'année 1910 dans le premier numéro de la revue *Genç Kalemler*, cité in Arai, Masami, *Turkish Nationalism*, op. cit., p. 28.

<sup>175</sup> Il s'agit d'un article de Ali Canip est paru dans le n°4 du 2<sup>ème</sup> volume de la revue *Genç Kalemler*, cité in *ibid.*, p. 42.

<sup>176</sup> Voir Digeon, Claude, *La crise allemande de la pensée française (1870 – 1914)*, Paris, PUF, 1959, p. 478 et suivantes.

Parallèlement à cela, l'Allemagne attire également l'admiration des Français. Au tournant du siècle, la rapidité avec laquelle elle s'est développée surprend et, en conséquence, elle reprend, selon les termes de Claude Digeon, « le rôle de modèle qu'elle avait tenu avant 1870 : elle n'est plus exactement la maison de l'Idée ou de la Science, mais de la Technique et de l'Economie modernes<sup>177</sup> ». Les observateurs français qui se rendent de l'autre côté du Rhin opposent aux descriptions enthousiastes le manque d'organisation et la stagnation de la France<sup>178</sup>. Ce faisant, ils contribuent à donner au public français un sentiment d'admiration mêlé d'inquiétude. Ils mettent à peu près systématiquement en valeur la hausse de la production dans l'industrie lourde, le développement de l'industrie chimique, l'accroissement du commerce allemand et des exportations dans le monde ou encore son urbanisation<sup>179</sup>. Les voyageurs français sont étonnés de la grandeur des bâtiments nouvellement construits, de l'aspect moderne des cités et de la perfection des services publics. L'Allemagne leur apparaît comme « une sorte d'Amérique sur le sol européen<sup>180</sup> ». Les causes de ce succès phénoménal, ils les voient dans un travail de longue haleine, méthodique, rationalisé. Ils soulignent en majorité le fait que l'université accepte de se prêter à la formation pratique et que l'État développe par ailleurs les écoles professionnelles. En fait, pour les observateurs français, le génie allemand réside dans une capacité supérieure d'organisation, et sa force est incarnée par l'ingénieur, le chimiste et le voyageur de commerce allemand. Comme le formule Claude Digeon, « celui-là, il a presque sa légende ; ponctuel, serviable, obéquieux parfois, il va partout, ne se rebute jamais : il gagne. Et l'Allemagne gagne avec lui, sur le monde entier<sup>181</sup>. »

Parmi les publications françaises à ce sujet, celles de Jules Huret ont connu en France un succès considérable<sup>182</sup>. Ce journaliste, critique littéraire au *Figaro*, auteur de plusieurs ouvrages relatant ses voyages, notamment en Amérique du Nord et en Argentine, a fait paraître entre 1907 et 1911 une série de quatre ouvrages sur l'Allemagne<sup>183</sup>, dont les deux premiers ont été traduits en ottoman. Pour notre sujet, nous avons pu consulter la traduction du deuxième volume<sup>184</sup>, publiée en 1911 par Alemdarzâde M. Raşid Giridi<sup>185</sup> dans la collection *Teaviin-i İctimai Kütüphanesi, Asar-ı İlmiye 2* (« Bibliothèque de Solidarité sociale, ouvrages scientifiques numéro

<sup>177</sup> *Ibid.*, p. 483.

<sup>178</sup> *Ibid.*, p. 486.

<sup>179</sup> *Ibid.*, p. 481.

<sup>180</sup> *Ibid.*, p. 482.

<sup>181</sup> *Ibid.*, p. 484.

<sup>182</sup> *Ibid.*, p. 480.

<sup>183</sup> Huret, Jules, *En Allemagne. Rhin et Westphalie*, Paris 1907 ; *En Allemagne. De Hambourg aux marches de Pologne*, Paris 1908 ; *En Allemagne. Berlin*, Paris 1909 ; *En Allemagne. La Bavière et la Saxe*, Paris 1911.

<sup>184</sup> Le premier (*En Allemagne. Rhin et Westphalie*) est traduit sous le titre *Almanların Esbab-i Tefevvuku* [Les raisons de la supériorité des Allemands].

<sup>185</sup> Nous n'avons pas trouvé de renseignement à son sujet.

2 »). Cette collection, précise le traducteur dans son avant-propos, a été créée par Nüzhet Sabit<sup>186</sup>, et répond à un besoin urgent de faire paraître des ouvrages « sérieux et profitables » sur les cultures nationales. Il ajoute que sous l'ancien régime, les possibilités étaient très limitées, mais que même depuis le rétablissement de la constitution, peu de choses allant dans ce sens ont été réalisées et il explique avoir décidé d'accepter de traduire l'ouvrage parce qu'il s'était rendu compte de son manque de connaissances et parce que le but de l'entreprise était « national et sacré » (*milli ve mukaddes*).

L'ouvrage est traduit sous le titre *L'Allemagne sociale, économique politique. De Hambourg à la Pologne* (« *İktimai, İktisadi, Siyasi Almanya. Hamburg'tan Polonya'ya* »). La traduction, fidèle, ne couvre cependant que la moitié de l'ouvrage, qui correspond à cinq chapitres, parmi lesquels trois sont consacrés aux villes de Kiel, Brême et Hambourg. Un chapitre est intitulé « Des manières et des habitudes » et le dernier concerne le *Land* du Mecklembourg. Elle est précédée d'un avant-propos de Nüzhet Sabit, où celui-ci met en valeur la multiplication des ouvrages français et anglais sur l'Allemagne, la progression politique et économique de cette dernière en Europe depuis trente ans, et la renommée du livre de Jules Huret.

Pour les Ottomans, écrit Nüzhet Sabit, connaître l'Allemagne, son organisation sociale, les raisons de son développement, et avant tout sa politique économique est un « devoir patriotique » (*bir vazife-yi vataniyedir*), l'influence économique allemande représentant depuis vingt ans un facteur important en Turquie. Il est nécessaire, insiste-t-il, de comprendre en détail comment « ce facteur étranger dont les liens sont étroits avec le destin économique de l'Empire ottoman » s'est développé, « afin de pouvoir en éviter les conséquences néfastes ». Par ailleurs, Nüzhet Sabit précise que connaître l'Allemagne ne signifie pas seulement en connaître la société. Connaître les fondements de la civilisation occidentale et ses progrès les plus brillants est en effet un « progrès nécessaire pour les pays qui, comme le notre, travaillent à se conformer à la civilisation occidentale ». En ce sens, il note que la traduction de l'ouvrage de Jules Huret devrait permettre de faire naître dans l'Empire « un intérêt vigilant pour l'économie » (*bir intibah-ı iktisadi*).

Cet avant-propos est intéressant à plus d'un titre : il lie la nécessité de connaître l'Allemagne au danger que celle-ci représente. Par ailleurs, dans une perspective nationale, l'auteur pointe l'importance de l'économie pour l'Empire ottoman lui-même à une époque où des voix commencent à s'élever pour dénoncer le manque d'intérêt des Ottomans pour ce domaine et pour mettre en valeur la nécessité d'une économie nationale. Cette tendance va aller croissante, pour devenir l'une des priorités affichées des unionistes après 1913.

Correspondant à la vision générale des ouvrages paraissant à cette époque en France sur le sujet, le propos de Jules Huret est de mettre en évidence les spécificités de l'Allemagne sur le plan économique, politique et culturel, en comparaison

<sup>186</sup> Voir l'annexe biographique.

avec la France. La démarche est importante, car il s'agit en filigrane de comprendre pourquoi l'Allemagne surpasse la France dans de nombreux domaines et pour quelles raisons elle représente une sérieuse concurrente pour la France, ainsi d'ailleurs que pour « l'orgueilleuse Angleterre elle-même, dans ses monopoles jusqu'ici incontestés<sup>187</sup>. » Jules Huret traduit ce faisant l'impression dominante en France à cette époque vis-à-vis de l'Allemagne, ce mélange d'admiration et de crainte. Durant son voyage, Jules Huret rencontre des consuls, des industriels ou des hommes français vivant en Allemagne, et rapporte également des conversations menées avec des Allemands. Dans l'ensemble, il dresse le tableau d'un peuple travailleur plus que rapide d'esprit, rude et direct, discipliné bien sûr. Il énonce en fait des caractéristiques qui aujourd'hui font office de clichés sur l'Allemagne. Plus intéressantes apparaissent ses observations et ses explications de la réussite allemande. Le développement de la marine allemande fait évidemment l'objet d'un long chapitre. Dans le domaine du commerce extérieur, il met en avant, par contraste avec les Français, la capacité des Allemands à s'adapter aux conditions d'un pays étranger ainsi qu'à parler les langues étrangères, en insistant encore et toujours sur leur travail et leur persévérance. L'édition ottomane se termine sur les raisons de la prospérité allemande, que Jules Huret résume en énonçant la nécessité de former les jeunes gens aux langues étrangères, de les envoyer « dans les pays nouveaux » et de faire en sorte qu'ils comprennent les préférences de la clientèle ciblée. Surtout, il écrit, et c'est la dernière phrase de l'édition ottomane :

« Au lieu de cela, qu'avons-nous fait jusqu'à présent ? Exactement le contraire. Ne bougeant pour ainsi dire pas de chez nous, quand les affaires nous venaient, nous les refusions parce qu'elles ne cadraient pas avec nos habitudes et nos préférences, nos préférences à nous, entendez bien. Faut-il donc nous étonner qu'au bout d'un siècle ou seulement d'un demi-siècle, un voisin plus avisé se soit installé partout où nous avons refusé d'aller ? Tel est le point de vue purement pratique de la solution. Il s'agit de savoir comment on arrivera à ce résultat. Nous touchons ici au point le plus délicat de la question : l'éducation du peuple et de la bourgeoisie. C'est aux sociologues à en traiter. »

L'Allemagne apparaît donc comme un pays qui dépasse la France sur le plan économique et industriel. Pour les lecteurs ottomans, la France ne constitue donc plus la référence absolue dans ce domaine puisqu'elle-même reconnaît franchement la supériorité de l'Allemagne. Certes, l'ouvrage présente l'Allemand comme un personnage dépourvu de finesse et le Français comme un être de culture. Mais, à un moment où les intellectuels ottomans commencent à s'intéresser aux moyens de sauver l'Empire de manière pragmatique, cette traduction peut énoncer des priorités.

Sur le plan de la culture philosophique allemande, il faut signaler la traduction en ottoman, en 1911, de deux ouvrages majeurs du biologiste et philosophe Ernst

<sup>187</sup> Huret, Jules, *En Allemagne. De Hambourg aux marches de Pologne*, Paris 1908, p. 215.

Haeckel par Baha Tevfik et Ahmed Nebil<sup>188</sup>. Ernst Haeckel est considéré comme l'introducteur de la pensée de Darwin en Allemagne, et comme l'un des auteurs qui en a facilité le détournement en un système idéologique, le darwinisme social, qui voit dans les inégalités sociales et les guerres l'application à l'espèce humaine de la sélection naturelle. Ahmed Nebil et Baha Tevfik ont également traduit *Ordre et Matière (Madde ve Kurvet)* du biologiste Ludwig Büchner, qu'Abdullah Cevdet avait introduit au début du siècle dans l'Empire ottoman<sup>189</sup>. Toutes ces traductions ont certainement été réalisées à partir des versions françaises, mais cela reste à vérifier.

Dans l'ensemble, l'Allemagne et la culture allemande, jusqu'à la Première Guerre mondiale, intéressent donc relativement peu les intellectuels ottomans. Dans la presse, les articles qui lui sont consacrés sont en grande majorité de nature politique ou militaire. Il est rare de rencontrer, dans les revues ou les ouvrages de l'époque, une étude originale sur sa spécificité<sup>190</sup>. Dans le cadre des relations internationales de l'époque, elle continue pour certains à apparaître comme la puissance la plus favorable aux intérêts des musulmans, même s'ils lui reprochent de ne pas s'engager suffisamment. Parallèlement se maintient la vision française d'une Allemagne agressive et impérialiste.

Comme nous l'avons vu, un certain nombre de parlementaires et de publicistes ont eu l'occasion de la découvrir pour la première fois lors du voyage d'étude de 1911, et il se peut que beaucoup, à l'instar d'Ahmed İhsan, aient réalisé à ce moment que l'Allemagne était un pays aussi industrialisé que la Grande-Bretagne et plus que la France, sans en partager la même histoire. Bien sûr, les publicistes s'étonnent depuis un moment déjà du fait que l'Allemagne soit devenue une puissance en si peu de temps. Mais ce phénomène ne leur apparaît clairement qu'après la révolution jeune-turque, l'implication croissante de l'Allemagne dans la question d'Orient et surtout la politique que mènent la Grande-Bretagne et la France. Pour l'heure, presque aucun d'entre eux ne s'intéresse vraiment à la culture allemande, sauf par l'intermédiaire français. Les Ottomans qui prennent parti pour une intensification des relations avec l'Allemagne sont, à cette date, très peu nombreux. Parmi eux, quelques-uns espèrent que l'Allemagne va jouer un rôle pour le « monde musulman », mais sont rapidement déçus par son attitude

<sup>188</sup> Sous les titres *İnsanın Menşei. Nesl-i Beser* [L'origine de l'homme. L'espèce humaine] et : *Vahdet-i Mevcud. Bir Tabiat Aliminin Dini* [Le monisme. Une religion du monde naturel]. Ces deux intellectuels ont également traduit une œuvre en deux volumes d'Alfred Fouillée, et ont écrit, entre autres, un ouvrage sur Nietzsche.

<sup>189</sup> Voir à ce sujet Hanioglu, M. Şükrü, « Osmanlı Popüler Materyalizmi » [Le matérialisme populaire ottoman]. In : *Zaman*, 28.11.2002 et Doğan, Atila, *Osmanlı Aydınları ve Sosyal Darwinizm*, op. cit., p. 169.

<sup>190</sup> Voir le CD-Rom publié par la bibliothèque nationale d'Ankara : Milli Kütüphane – National Library of Turkey : *Eski Harfli Türkçe Basma Eserler Bibliyografyası (Arap, Ermeni ve Yunan Alfabeleriyle) 1584 – 1986. The Biography of Turkish Works printed in non-Latin (Arabic, Armenian and Greek Characters).*



lors de la guerre de Tripolitaine. Yusuf Akçura reste l'un des rares à cette date à s'intéresser également à la culture allemande, à l'instar des premiers « turquistes ».

Pour autant, l'Allemagne, de plus en plus présente sur la scène internationale, ne peut pas être continuellement ignorée. Elle-même lutte d'ailleurs, depuis 1908 en particulier, pour être reconnue, parfois avec succès. Et les échecs que subira le gouvernement ottoman au moment des guerres balkaniques pousseront les intellectuels à de nouvelles réflexions, dans lesquelles l'Allemagne va occuper une place croissante.

